

GRAFFiCi



UNE GARE AU CŒUR DES CRÉATEURS

SEPTEMBRE 2026



Photo: Gilles Gagné

CHRONIQUE

Comment voter pour une économie durable?

ÉCONOMIE

La relève familiale du Rucher des framboisiers

SOCIÉTÉ

Le difficile accès aux rives



SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER
DE LA GASPÉSIE

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE

Les couleurs de l'automne s'avancent avec éclat sur le chemin de fer de la Gaspésie, inspirant ceux qui rêvent et qui bâtissent.

Merci à nos précieux employés, aux entrepreneurs audacieux, aux alliés dévoués et au public, d'être le moteur et l'élan de cette grande aventure gaspésienne.

Crédit photo : Sara Gagnon.

Élections : tant d'enjeux de 2022 restent à régler



GILLES GAGNÉ

ÉDITORIALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

CARLETON-SUR-MER | La campagne électorale québécoise est officiellement en marche depuis le 27 août, mais elle couve depuis des mois. C'est le lot des élections à date fixe. Elles apportent de la prévisibilité aux organisations, mais elles étirent les campagnes.

La campagne actuelle se déroule sur un fond de guerre commerciale contre les États-Unis qui ne peut être évacué du revers de la main. Frustré par la faiblesse des résultats de ses politiques économiques, le président américain Donald Trump roule des épaules et tente d'intimider le Canada afin de remonter dans les intentions de vote en prévision du scrutin de mi-mandat.

La première ministre québécoise Christine Fréchette se sert de cette fronde américaine et de l'inquiétude que cette attaque génère pour employer une vieille stratégie : exagérer la crise afin que les électeurs se rangent derrière une valeur connue, le gouvernement sortant.

Le truc a fonctionné en avril 2025 pour Mark Carney. Le gouvernement du Parti libéral fédéral montrait tous les signes de l'usure du pouvoir, après neuf ans et demi de règne de Justin Trudeau. L'arrivée d'un nouveau politicien en la personne de M. Carney, et sa fiche comme banquier devant le narcissique pervers qu'est Donald Trump, rassurait suffisamment de Canadiens pour espérer une victoire électorale.

L'invraisemblable entêtement du chef conservateur Pierre Poilievre à jouer les matamores a fait le reste, considérant la faible tenue du Nouveau parti démocratique.

Est-ce que Christine Fréchette peut répéter l'exploit de Mark Carney? Elle l'espère profondément, à un tel point qu'elle a changé le nom de son parti pour « l'équipe Christine Fréchette », qu'elle met l'accent sur la menace Trump, qu'elle parle de son expérience du pouvoir, pourtant mince, et qu'elle fait abstraction le plus souvent possible de la fiche de la Coalition avenir Québec depuis 2018, et surtout depuis 2022.

Le contexte général est favorable à la

première ministre sortante depuis quelques semaines. Mark Carney était au premier jour de la campagne le politicien le plus populaire au Québec, selon plusieurs sondages. Le premier ministre canadien a également montré une tendance forte à travailler avec Christine Fréchette. Il lui serait difficile de faire autrement. Le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre-Plamondon, menant par une fraction de point de pourcentage sur la CAQ le 27 août, rêve de sortir le Québec du pays mené par M. Carney.

Un autre parti souverainiste, Québec solidaire, se retrouve sur les bulletins de vote et on peut comprendre Mark Carney de rester loin du chef du Parti conservateur du Québec, Éric Duhaime, qui se lance régulièrement dans des élans oratoires controversés, comme lorsqu'il a lancé le site Web Fermons la Gaspésie.

L'inertie de départ des libéraux

Pendant ce temps, Charles Milliard, chef du Parti libéral du Québec, a toutes les peines du monde à s'affirmer sur la scène nationale. Il semble avoir raté sa mission estivale, à savoir se faire connaître davantage, et il a amorcé son premier jour de campagne en promettant de nouvelles études pour déterminer si le troisième lien doit être construit entre Québec et Lévis.

Ce troisième lien constitue l'un des projets les moins populaires à l'extérieur de ces deux villes. M. Milliard risque, s'il est mal conseillé à ce point, d'éliminer son parti de la course et ainsi donner une chance à la CAQ, le parti dont le programme est le plus interchangeable avec le sien.

Lors de la campagne électorale de 2022, c'est la faiblesse des libéraux qui avait conféré une telle marge victorieuse à la CAQ, en plus de la perception que les Québécois entretenaient de la gestion de François Legault lors de la pandémie.

À la décharge de Charles Milliard, il faut dire que le Parti libéral n'a jamais rétabli d'atomes crochus avec les régions rurales du Québec, à la suite de la déconnexion dévastatrice survenue entre 2014 et 2018 sous le règne de Philippe Couillard. Cette disette risque de se prolonger, d'autant plus que les libéraux, et c'est là leur deuxième handicap, n'arrivent pas à obtenir la faveur du vote francophone.

Les enjeux régionaux pratiquement inchangés

Après quatre autres années de règne caquiste, les enjeux de 2022 restent en grande majorité bien vivants en 2026.

Sans ordre particulier d'importance, il y a toujours une pénurie de logements en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. On a bien assisté à de nouvelles constructions depuis quatre ans, mais l'accessibilité à du logement abordable, pour les jeunes familles et les personnes âgées désireuses de vendre leur maison, reste faible.

La situation des places en service de garde éducatif est pire qu'en 2022. Selon des données venant de l'État québécois, le nombre de places offertes a augmenté entre 2023 et 2025, de 1125 à 1342. Toutefois, il y a moins de places occupées en 2026 qu'en 2023, c'est-à-dire 760 il y a un an, comparativement à 1027 il y a trois ans. Le taux d'occupation a donc fléchi de 91,3 % à 56,6 % entre 2023 et 2025!

Cette chute vertigineuse, attribuable aux faibles conditions de travail des éducatrices, un problème de longue date, survient au moment où 361 enfants attendent une place. Les données de 2026 ne sont pas encore disponibles.

La question des transports interrégionaux demeure entière. Les services d'autocar n'ont, d'une part, pas la fréquence voulue pour satisfaire la population, et le gouvernement caquiste vient, d'autre part, à peine de verser à la RÉGIM sa subvention de l'année financière précédente. Cette situation s'est traduite par des réductions de parcours, ce qui est déplorable en 2026.

En matière ferroviaire, Transports Québec a finalement fait aboutir la réouverture de l'axe New Richmond-Port-Daniel, une distance de 80 kilomètres dont les réparations auraient pu être complétées cinq à six ans plus tôt!

Le gouvernement caquiste a en outre remis en planification la réfection de l'axe Port-Daniel-Gaspé, en raison de soumissions trop élevées. Mais ces montants auraient été significativement plus abordables si les appels d'offres avaient été publiés plus tôt et en fonction de devis réalistes, alignés sur des compétences que Transports Québec n'a pas développées par sa propre faute.

L'accessibilité au transport aérien dans les régions demeure un problème. Le prix des billets reste exorbitant, et si on entend moins parler de cet enjeu, c'est parce que ses défenseurs ont souvent l'impression de prêcher dans le désert.

Au début de septembre 2022, l'ex-ministre de la Santé, Christian Dubé, avait tenu une conférence de presse à Carleton-sur-Mer pour parler en priorité du remplacement éventuel de l'hôpital de Maria. Quatre ans plus tard, ce dossier avance à pas de tortue. Globalement, peu de Gaspésiens ont l'impression que les services de santé sont meilleurs en 2026.

L'éducation demeure aussi une préoccupation majeure, tant pour l'état des écoles que pour l'appréciation des enseignants, alors que 25 % d'entre eux ne passent pas cinq ans en classe.

Christine Fréchette arriverait-elle à se dissocier de toutes ces casseroles risquant de rester accrochées à son autocar de campagne? Ce sera peut-être la question de l'urne.



ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

Comment voter pour une économie durable en Gaspésie?

CARLETON-SUR-MER | Je suis de passage dans la péninsule de Miguasha, un endroit magnifique de la Gaspésie où on peut faire du vélo avec les paysages, mais sans la 132. Devant les falaises rouges de *l'elpistostège watsoni*, ce fossile témoignant de la transformation du poisson en un quadrupède terrestre, il est difficile de ne pas penser à notre propre évolution. L'être humain dispose de tous les moyens de penser à plus long terme - la parole, la créativité, l'écrit et l'absence de prédateur - pour agir de manière moins passive sur son évolution. Pourtant, nous peinons à régler des problèmes à plus long terme, et répétons certaines erreurs du passé que nous pensions résolues, comme si la pensée à court terme d'un survivalisme ancien l'emportait toujours.



Les Vallières, d'une beauté inouïe, sont le territoire où se sont réfugiés les derniers caribous. Pourtant, le gouvernement du Québec a octroyé des claims miniers à l'entrée du secteur à 1844 Resources Inc. pour du cuivre.



JULIE REID FORGET

CHRONIQUEUSE

redaction@GRAFFICI.ca

Comme je ne suis militante d'aucun parti politique, je me pose à chaque élection cette question : qui saura prendre des décisions écologiques pour une économie véritablement durable?

Est-ce la gauche, le centre ou la droite qui prendra le dossier environnemental au sérieux? Est-ce vraiment le capitalisme le grand responsable? Est-ce que le Québec a fait évoluer son modèle pour assurer ce devenir prospère, mais résilient au réchauffement climatique?

Cette chronique vous amène dans ma propre réflexion qui n'est ni unique, ni meilleure, seulement une manière de réfléchir au vote sous l'angle de l'économie écologique.

L'ambition écologique de la droite, du centre et de la gauche

Pour certains, l'économie durable ou écologique est un objectif de gauche, alors que pour d'autres, c'est un objectif en soi, peu importe l'orientation gauche, centre ou droite. En réalité, l'intégration de l'écologie dans nos décisions est nécessaire à la protection de nos économies.

Je ne vous apprend rien en disant que la gauche a une tendance à blâmer l'extractivisme, ce modèle économique fondé sur l'exploitation intensive et à grande échelle de ressources naturelles pour l'exportation vers les marchés internationaux, parfois au détriment de l'environnement et des communautés locales. Est-ce le capitalisme ou l'exportation à outrance qui est la source de nos malheurs territoriaux? Est-ce normal qu'il soit difficile d'accéder à nos propres ressources marines et forestières pour nos résiliences communautaires?

La droite est, elle, plutôt associée au libre-choix qui s'accompagne d'une aversion à l'intervention étatique. Elle critique le contrôle par un groupe au profit de la liberté individuelle. La pandémie et la gestion autoritaire par décret ont donné un souffle incroyable à la droite, puisque nous n'avions pas connu

de tels contrôles depuis très longtemps, voire jamais. Durant cette période, plusieurs citoyens ont développé de la colère envers le gouvernement, laquelle s'est traduite en vote de protestation. Comme la santé des écosystèmes est un bien commun, le libre-choix a des limites, mais peut être efficace avec des incitatifs fiscaux adéquats. Certaines droites dans le monde ont mieux réussi le pari écologique. Par exemple, il est logique, pour la droite, que les produits polluants soient plus chers que les produits écologiques, puisque l'État ne devrait pas payer pour l'industrie le nettoyage environnemental causé par ses actions. De nombreux parcs nationaux ainsi que les marchés du carbone ont été créés par les partis de centre-droite.

Pour les centristes, on pige souvent des deux côtés en choisissant la meilleure mesure selon le contexte. Autant pour le Parti québécois que le Parti libéral, l'agenda référendaire ou fédéraliste aura mené à des décisions souvent centristes d'un point de vue écologique, afin d'assurer le maintien de l'appui de leurs membres de gauche et de droite. La CAQ a malheureusement incarné cette nouvelle droite qui se désintéresse de l'environnement, donnant raison à la gauche, à l'effet que l'extractivisme a encore de belles années.

Peu importe l'orientation, il faut surtout des mesures qui fonctionnent.

Le modèle d'intervention : le capitalisme de marché, coordonné et d'État

Bien qu'on le critique en bloc, le capitalisme n'est pas pareil partout. Cette variété reflète certaines préférences des populations, surtout lorsque c'est démocratique. L'émergence du socialisme et la fin de son essor avec la chute du mur de Berlin auront profondément modifié le capitalisme.

Par exemple, l'Allemagne, pour s'unifier, devait négocier un capitalisme de l'ouest avec un socialisme de l'est pour développer une unité politique. L'Allemagne est en quelque sorte devenue ce modèle de l'économie dite « coordonnée ». Par ailleurs, d'autres pays nordiques et de l'est européen incarnent ce modèle, parfois appelé social-démocratie, incarné par un filet social fort et des industries qui misent sur la valeur ajoutée, soutenu par un financement bancaire plutôt que boursier, facilitant l'investissement pour des rendements à plus long terme.

Le capitalisme de marché est celui dont nous entendons le plus parler, celui des États-Unis, où le libre-choix prédomine sur la mise en commun. C'est d'ailleurs le seul pays riche sans système de santé universel, où l'espérance de vie y est plus faible et où les coûts de santé sont les plus élevés. Même les plus à droite l'admettent : certains secteurs sont simplement mieux servis par le public que par le privé, car le bien commun n'est ou ne devrait pas être payant. C'est un capitalisme favorisant l'efficacité des réinvestissements et de l'innovation, mais beaucoup plus instable que le modèle allemand.

La troisième catégorie de capitalisme¹, est celle de certains pays européens latins, asiatiques et africains, celui où l'État joue un rôle de développeur, dans une motivation de rattrapage social, économique, écologique ou, comme on le voit en ce moment, de sécurité nationale. C'est ce qui s'appelle le capitalisme d'État, celui où l'État agit en investissant dans des secteurs stratégiques pour faire marcher une économie à son plein potentiel, avec tous les risques d'erreur et de collusion que cela comporte. Souvent, ce type de gouvernement émane de pays qui ont traîné de la patte face aux autres et qui ont voulu corriger leur situation. On pense à des pays comme le Japon, l'Irlande, le Québec, la Corée du Sud et plusieurs autres.

Les pays développent leurs modèles, mais ils peuvent devenir difficiles à changer avec le contexte et, parfois, ces modèles peuvent devenir un obstacle. Le Québec a résolument débuté avec le capitalisme d'État, soit très interventionniste et cherchant le rattrapage économique face à ses voisins anglo-saxons. À mesure que la province s'est enrichie, le gouvernement a parfois cherché un capitalisme coordonné, soit de respecter davantage les mécanismes du marché (moins d'intervention), mais en assurant des services sociaux importants déployés par l'État.

Ce modèle interventionniste perdure au Québec, peu importe le parti politique.

« En réalité, l'intégration de l'écologie dans nos décisions est nécessaire à la protection de nos économies à long terme. »

Pourquoi c'est important? Parce que le modèle québécois doit être adapté à la nouvelle réalité mondiale : moins libre-échange et exportatrice. On aura donc davantage besoin de notre territoire pour nos besoins, notamment nos arrière-pays pour se nourrir, se vêtir, se loger, etc. À ce stade-ci du réchauffement climatique, le gouvernement devrait chercher à intervenir et investir l'argent public là où le privé ne le fait pas, soit dans un programme écologique d'envergure pour (enfin) prendre véritablement soin de l'eau, de l'air, des forêts et des sols.

Quel modèle et quelle orientation servent mieux la Gaspésie?

Nos différentes réalités nationales et régionales exigent des modèles d'intervention adaptés. Le modèle laissez-faire à l'américaine émerge souvent de pays avec des économies dites « idéales », c'est-à-dire que la dynamique de l'offre et la demande fonctionne bien, les prix sont décents et l'offre est diversifiée. Évidemment plus un pays a des disparités régionales, plus cette économie performe de manière inégale sur le territoire. Pas besoin d'être économiste pour savoir que la Gaspésie n'a pas plusieurs de ces conditions gagnantes.

Malheureusement, le Québec définit souvent ses politiques basées sur ses zones urbaines où habite la vaste majorité des électeurs. Pourtant les villes dépendent des régions pour l'accès aux ressources.

Il y a un consensus en Gaspésie : il faut un soutien étatique cohérent et à long terme pour rendre les économies des régions éloignées plus durables, notamment pour assurer l'équilibre entre la résilience territoriale (prendre soin des écosystèmes et des accès aux ressources par les collectivités locales) et l'économie d'exportation (l'usage intensif du territoire pour offrir des produits sur le marché international).

Pour davantage investir l'argent public en région, avec le même budget national, il s'agirait de faire des choix : l'État doit-il autant investir dans les régions administratives ou les secteurs économiques où le capital privé est déjà disponible et abondant?

Quel parti nous donnera enfin un cadre écologique cohérent?

Si l'histoire est garante de l'avenir, il est facile de comprendre pourquoi les Gaspésiens votent plus souvent péquistes. En réalité, c'est le seul parti à avoir proposé et livré une certaine décentralisation et démocratisation du territoire avec une

approche relativement cohérente et des ressources financières rattachées. Mais, il a néanmoins manqué d'ambition.

D'un point de vue écologique, malgré le fait que les compétences provinciales sont immenses, il y a peu de grandes réalisations récentes peu importe le parti et le Québec se trouve à la traîne des économies européennes qui sont à déployer une véritable économie écologique d'une envergure inédite. Avec près de 90 % du territoire gaspésien qui est public, l'État québécois a toutes les solutions en main pour assurer un avenir durable à la région, que ce soit la question d'une forêt viable à long terme, de la survie des espèces menacées, de notre adaptation aux aléas côtiers ou de notre capacité à réduire les GES. Là aussi, on a manqué d'ambition.

Selon plusieurs recherches sur la performance environnementale, le modèle américain du « laissez-faire », et celui qui a été valorisé par la CAQ, ne fonctionnent simplement pas. L'écologie est une responsabilité et un bénéfice public, comme la santé, et requiert une intervention étatique sérieuse. Les succès de l'Europe du Nord et du Japon depuis déjà 40 ans illustrent que le modèle économique « coordonné » ou la « social-démocratie », misant sur la stabilité et l'investissement à long terme, ont beaucoup plus de succès à préparer l'économie pour un futur équilibré et durable².

Pour en revenir à l'évolution et aux fossiles du parc national de Miguasha, votons pour des partis et des candidats qui ont de l'envergure pour nous faire rapidement évoluer.

1. Il y en a plus et il y a débat sur ces trois catégories; j'ai pris cette version de Vivien Schmidt pour simplifier.

2. Jordan F. (2025, janvier). *Varieties of Capitalism and Environmental Performance*, Ecological Economics, Volume 227.



La page titre de cet ouvrage illustre bien cet équilibre entre l'énergie et la biodiversité avec un appel à l'innovation territoriale.



CHRONIQUE 7 – ÉTÉ 2026 – PARC ÉOLIEN MESGI'G UGJU'S'N 2

Avancement assemblage éoliennes

L'acheminement des composantes demeure conforme à la planification. À ce jour, les composantes majeures des **19 éoliennes ont été livrées à leur emplacement** sur le site. Parmi celles-ci, 10 éoliennes ont leurs 12 composantes majeures assemblées.

L'assemblage des éoliennes mobilise différentes grues selon les étapes de construction. Des grues de plus petite capacité permettent le déchargement, d'autres permettent l'assemblage des premières composantes, tandis que deux grues de plus grande capacité, pouvant soulever jusqu'à 750 tonnes, sont utilisées pour l'installation des composantes supérieures, qui sont parmi les plus hautes et les plus lourdes.

L'assemblage des composantes majeures d'une éolienne nécessite environ deux semaines. Pour les éoliennes les plus avancées, l'installation des composantes mineures et les travaux électriques à l'intérieur des tours ont déjà débuté.



Travaux chantier

Les travaux sur le chantier progressent conformément à la planification. L'installation du réseau collecteur est en cours de finalisation, tout comme les travaux au poste de raccordement.

L'extension de la partie garage du bâtiment des opérations doit débuter à la fin de l'été. Les essais techniques sur les éoliennes sont prévus à compter de la fin du mois de septembre.

D'ici la fin de l'année, les travaux civils seront également finalisés, notamment les aires d'éoliennes, les ponceaux de drainage et l'ensemble du réseau de chemins du projet. Ces travaux permettront de positionner le parc dans des conditions favorables à son exploitation.

Enfin, le reboisement des superficies temporaires est prévu à l'automne 2027.



Une question ? Un commentaire ?

On est à votre écoute. Visitez la page du projet MU2 pour en savoir plus ou nous écrire : www.muwindfarm.com/fr/about-mu2

Déchiffrer les registres de Carleton

DEUXIÈME PARTIE (1790-1821)

NEW CARLISLE | En cette rentrée scolaire, nous revêtons, nous de même, nos habits d’académicienne méticuleuse, et poursuivons l’étude d’un document d’archives fort important pour l’histoire gaspésienne : les registres de Carleton, et cette fois-ci de la seconde partie, celle qui s’échelonne de 1790 à 1821.



CAMILLIA BUENESTADO PILON
CHRONIQUEUSE
redaction@GRAFFICI.ca

À l’occasion de notre dernier article, qui portait sur les actes de baptême, mariage et sépultures des registres de Carleton pour la période 1773-1790, nous avons soulevé plusieurs curiosités. D’abord, pour rappel, notre examen de ce registre visait à recenser et documenter les individus « ordinaires » parfois échappés par la Grande histoire. Dans le cadre de cette mission, nous avons abordé la présence de gens issus de différentes nationalités, les sages-femmes, les noms dits, les enfants illégitimes, les professions nommées, et plein d’autres petites gemmes du genre. Continuons ainsi dans cette même lignée.

La période 1790-1821 concerne, à l’instar de la période précédente, plusieurs villages le long de la baie des Chaleurs : Carleton, Cascapédia, New Carlisle, Pointe-au-Genièvre (Newport),

Pabos, Grande-Rivière, Percé, Pointe-Saint-Pierre, Barachois, et même Grande-Grave et Rivière-au-Renard. Le missionnaire en charge de la paroisse de Carleton se déplace aussi sur la rive sud de la baie des Chaleurs, notamment à la rivière à l’Anguille (aujourd’hui Eel River Bar) et à la rivière Jacquet (aujourd’hui Jacquet River).

Toutefois, contrairement à la période 1773-1790, il se déplace régulièrement vers Listuguj (alors nommé Ristigouche), dont les actes constituent plus de 30 % du registre complet. Le missionnaire se déplace aussi à Port-Daniel, Bonaventure et Paspébiac, mais ces actes sont consignés dans des cahiers à part, que nous examinerons prochainement. On voit apparaître de nouveaux lieux, aussi : New Carlisle, La Nouvelle, Maria, ainsi que Miguasha et New Richmond.

Qui habite la Baie-des-Chaleurs?

À partir de 1790, le portrait ethnoculturel de la Gaspésie se diversifie. Quelques nouveaux noms se rajoutent au *melting pot* déjà existant dans la Baie-des-Chaleurs. Ces nouveaux habitants proviennent de régions diverses,

comme la France, l’Irlande et l’Écosse. D’ailleurs, notre lecture a permis de dégager une dizaine de noms anglophones ayant abjuré la religion protestante : Morrison, McCormick, Beack, Gilker, Pritchard, etc.

On y retrouve quelques Anglo-Normands, bien qu’ils ne soient pas nombreux, comme Gédéon Ahier. Un Allemand, aussi : Philippe Henri Stibre (parfois orthographié Estiver). Puis, ces registres confirment la présence de personnes de couleur noire en Gaspésie, ce qui a fait l’objet d’un article précédent. Qu’à cela ne tienne, rappelons le nom de ces individus : Moïse et Anne Hall, dont les enfants Henry et Louis figurent au registre (de même qu’un certain Moïse Henry et une femme nommée Salé, tous deux de couleur noire); Rose Jackson, veuve d’un certain Jacques Goreman de Nepisiguit; la famille Baptiste, qui habite New Carlisle; et le journalier Jean Dominique de Ristigouche.

Les registres incluent aussi des noms qui sont peu présents dans la population d’aujourd’hui. C’est le cas de Bob St-Fil, Senet, Allegre, Sainton, Courret, Guillet/Guillot, en plus d’une pléthore de noms anglophones.

Enfin, la présence de noms dits est moins rarissime que dans la portion du registre précédent. On trouve notamment des Guité dit Grine (Green), Dares (Daraiche) dit Béland, Leblanc dit Bourquette, Comeau dit Claire (ou Leclair), Audet dit Lapointe, Pépin dit Lachance, Johnson dit Belly, Cyr dit Crocq, Guivet dite Dumast, Girard dit LeBreton/Breton, Essiambre dit Sansfaçon, Desbiens dit Babineau, Deslauriers dit Babineau (oui!), Bergeron dit D’Ambroise, Courret dit Berthelot, Thouillé dit Lacombe, Lyroi dit Duplessis, et Boisselier dit Philipp.

Les premiers métiers!

Lors de notre lecture de la première portion des registres de Carleton (1773-1790), nous constatons l’absence de professions listées pour les individus qui y étaient inscrits. Nous avons quelques agriculteurs, pêcheurs et sages-femmes; rien d’autre ne nous sautait aux yeux. À partir de 1790, les métiers se diversifient et se multiplient. En plus de pêcheurs et d’agriculteurs, on trouve les occupations répertoriées dans le tableau suivant :



Alexis Deschênes

Député de Gaspésie–Les Îles-de-la-Madeleine–Listuguj



alexis.deschenes@parl.gc.ca



1-833-546-6686

6 bureaux pour vous servir :

- Carleton-sur-Mer
- Gaspé
- Matane
- Chandler
- Cap-aux-Meules
- Sainte-Anne-des-Monts



MÉTIER	PERSONNE
Capitaine de goélette	Hilarion Dugas, Charles Doucet (de la baie Sainte-Marie), Joseph Pritchard, Jacques Orfroy
Écuyer et juge de paix	Pierre Loubert, Charles Cavanagh, Hilarion Dugas, Gédéon Ahier, John Gilker
Charpentier-menuisier	Georges Deschmar, Guillaume Willet, Louis Essiambre, Pierre Debarré, Hyacinthe Tremblé, Louis Dagneau
Navigateur	Hilarion Dugas, Sébastien Landry, Pierre Gagné, Paul Babineau, Maximin Forest, Joseph Caissy (Quessy), Pierre Michaud, Daniel Anderson, Louis Arsenault, André Dugas, Charles Dugas, Joseph Arsenault, Joseph Barthe, Alexis Painchaud, Nicolas Landry, Claude Arsenault, Jean Bernard Leblanc dit Bourquette, Guillaume Pardiac
Forgeron	Lazare Alain
Capitaine de milice	Benjamin Leblanc, John Penn, Jean Landry, Hilarion Dugas, Urbain Laviollette
Ancien soldat et officier	Arthur Right, Jean Dauré
Magistrat	John Gilker
Commerçant, négociant	Gédéon Ahier, John Dimock, Raphaël Pritchard, Alexis Painchaud, John Gilker, John Kerr
Tonnelier	Jean Comeau dit Leclair, Noël Diot (Guillot), Edouard Acou, George Grant, Jean Delamarre, Hubert Godbout, John Caissy
Cordonnier	James (ou Jacques) Neilson
Médecin	Charles Sleggh
Chirurgien	Charlemagne (ou Charles-Marie) Labillois
Tailleur	Honoré Forbes

En ce qui a trait aux sages-femmes, elles sont nettement moins nombreuses dans ce registre. Par devoir de mémoire, nommons les deux seules personnes qui y figurent : Marie Sainton et Anne-Marie Barriault. Notons aussi la présence d'un seul autre métier recensé pour une femme : celui de Marie Vienneau, dite « en service à Cascapédia » au baptême de son fils Jean-Baptiste Bergeron en 1802.

Listuguj, une mission importante

La lecture de la portion 1790-1821 des registres de Carleton permet également de constater les passages fréquents du missionnaire à Listuguj. En effet, de nombreux actes y sont enregistrés.

Le tout premier acte concernant la population mi'gmaq et qui apparaît dans ce registre¹ fut enregistré à Carleton en 1795 : il s'agit du baptême de Thomas Sébastien Labove, fils de Joseph Thomas Labove et Marie-Josephte Caplan, Mi'gmaq de Nepisiguit (Bathurst). Par la suite, la majorité des personnes mi'gmaq nommées habitent à Listuguj et Gesgapegiag, bien que certaines habitent aussi Barachois, Pointe-Saint-Pierre et Gaspé. D'autres entrées concernent des Mi'gmaq de Miramichi, Nepisiguit (Bathurst), Pockmouche, et rivière à l'Anguille, pour ne nommer que ces régions. Enfin, un mariage célébré en 1820 indique que les parents de l'époux, Louis Pierre Chege8ech,

est le fils de parents Wolastoqiyik (Malécites) de « Saint-Jean ». Aucun mariage mixte n'est présent dans ce registre.

Faits divers

- Dans notre dernier article, nous avons comptabilisé de nombreux enfants illégitimes. Une vingtaine de noms figurent dans cette portion-ci du registre; nous ne les nommerons pas ici.
- La (presque) seule cause de mort évoquée dans ces registres est la noyade. Parmi les personnes ayant connu une telle fin, il y a Roch Daraiche, François Marchand, Pierre Leblanc, et le capitaine Charles Doucet de Baie Sainte-Marie. En 1810, Thomas Deschouate, Mi'gmaq de Listuguj, est aussi dit « mort noyé depuis deux jours ». Celui-ci s'est vraisemblablement noyé en même temps que le jeune Noël Caplan, inhumé le même jour que Thomas. La dernière occurrence de noyade est celle de Simon Leblanc, noyé le 28 juillet 1818.
- Une autre mort tragique est inscrite au registre pour la jeune Rosalie Legouffe, inhumée le 23 août 1806 : elle aurait été « brûlée dans la maison de M. O'Hara, écuyer, le susdit jour ».
- Nous n'avons trouvé qu'un seul autre cas de décès spécifié, en 1798. Hubert Plourde, quatre

ans, décède « accidentellement par empoisonnement ».

- Mention d'honneur pour celui qui fut certainement le doyen de Carleton pour quelques années : Joseph Leblanc, qui fut inhumé le 30 mars 1818 à l'âge vénérable de 104 ans!
- Le 28 décembre 1800, Frédéric Loubert et Marie Adélaïde Landry se marient à Carleton. Le curé inscrit en marge une inscription étonnante : « Nous nous sommes autorisés par nos pouvoirs à leur accorder dispense de parenté au second degré et dispense de banc pour éviter l'occasion d'un plus grand scandale ». On vous laisse chercher ce que veut dire ce « second degré »!
- Autre fait cocasse : au mariage de Gédéon Ahier, le curé indique qu'il leur a octroyé une « dispense d'honnêteté publique car l'époux avait eu promesse de mariage avec la sœur de l'épouse »!

Nous concluons cette série dans la prochaine édition du *GRAFFICI* avec l'examen des prochains cahiers des registres de Carleton.

1. D'autres personnes Mi'gmaq s'y trouvent, mais elles habitent plutôt du côté du Nouveau-Brunswick.

L'AMECQ demande des engagements concrets pour soutenir les médias écrits communautaires

À l'approche des élections générales au Québec, l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) interpelle les candidat-es de tous les partis et de toutes les régions à s'engager concrètement pour la survie des médias communautaires.

Le prochain gouvernement du Québec devra en faire davantage s'il a réellement à cœur l'information locale.

Soutenir les médias communautaires, c'est soutenir une information de proximité, indépendante et essentielle à nos communautés.



ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Le Rucher des framboisiers : quand la succession d'entreprise arrive plus vite que prévu



GILLES GAGNÉ

JOURNALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

MARIA | Les sœurs Linda et Moukda Forest, maintenant propriétaires du Rucher des Framboisiers, à Maria, se voyaient depuis quelques années prendre la relève de leur père John. Profondément ancrées dans l'entreprise depuis leur enfance, elles ont toutefois dû la gérer *in extremis* à la suite du départ imprévu du paternel, le 26 décembre.

Près de neuf mois plus tard, elles démontrent beaucoup d'aplomb et de confiance en l'avenir malgré quelques défis, dont un, majeur, qui se trouve hors de leur contrôle : la menace

mondiale qui pèse sur les abeilles, en raison de l'utilisation massive de pesticides, en premier lieu les néonicotinoïdes.

« Les abeilles, on connaît ça. J'ai souvenir qu'à cinq ans, ma sœur prenait des abeilles avec ses mains », précise Moukda.

« Les abeilles, c'était sa vie, à notre père. Quand j'étais jeune, on allait à Montréal faire la tournée des boutiques où il vendait son miel. On l'accompagnait dans son quotidien, dans la production et la vente. On est vraiment familières avec le monde des abeilles. Notre père a produit du miel pendant au moins 45 ans », enchaîne Linda, de deux ans et demi plus vieille que Moukda.

Le transfert de propriété entre John et ses enfants, incluant son fils Panya Thaithaisong, vice-président de l'entreprise, n'était pas

amorcé lors de son décès.

« Il est parti rapidement. Si on avait su, on se serait arrangées autrement. On a toujours été passionnées par le miel, ma sœur et moi. C'était là-dedans qu'on évoluait. On étudiait les caractéristiques du miel en Gaspésie, parce qu'on mène un autre projet, et on préfère ne pas en parler pour le moment, mais ça concorde parfaitement avec nos passions. Notre père était aussi passionné par notre projet. On le fait en parallèle. Ça fait cinq ans qu'on travaille là-dessus, On en parlera quand il sera prêt », précise Moukda Forest.

Allier continuité et changement

Moukda, Linda et Panya doivent maintenant relever le défi de préserver les éléments forts

du Rucher des framboisiers, souvent désigné comme les « Miels Forest », et assurer la transition dictée par de nouvelles réalités.

« Je pense que l'un des principaux défis, c'est qu'on fait de moins en moins de miel à cause des pesticides. Les abeilles sont en voie de disparition. On a dû dire non à plusieurs clients cette année parce qu'on n'a pas assez de miel. Quand j'étais jeune, mon père faisait 100 barils de miel par année. L'an passé, on en a fait 25. On est conscientes de ça », souligne Linda.

Moukda abonde dans le même sens. « C'est notre plus gros défi. On reprend une entreprise qu'on aime profondément. C'est surtout une entreprise qui nous représente bien. On a de grands objectifs, comme protéger l'environnement, qui influence notre production. On veut sensibiliser la population à propos des

Élections provinciales 2026



Votez le 5 octobre

de 9 h 30 à 20 h

Où et quand voter?



Consultez les documents que vous recevrez par la poste ou rendez-vous au electionsquebec.qc.ca/ou-quand-voter.

Vous n'êtes pas disponible le jour du vote?

Votez par anticipation le 27 ou le 28 septembre de 9 h 30 à 20 h.

electionsquebec.qc.ca | 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Pour voter

- Vous devez être inscrite ou inscrit sur la liste électorale et votre adresse doit être à jour. Vérifiez au electionsquebec.qc.ca/verifier.
- Vous devez apporter une pièce d'identité (permis de conduire, carte d'assurance maladie, passeport canadien, etc.).

Nouvelle carte électorale : votre circonscription a peut-être changé.

Vérifiez au electionsquebec.qc.ca/trouvercirconscription.



Amenez vos enfants voter avec vous!

Initiez vos enfants à la démocratie grâce aux petits bureaux de vote.



Tous les lieux de vote par anticipation sont accessibles; le 5 octobre, la majorité le sont aussi. Consultez les critères d'accessibilité de chaque lieu au electionsquebec.qc.ca/ou-quand-voter.

Si votre lieu de vote ne répond pas à vos besoins, demandez l'autorisation de voter ailleurs à votre directrice ou directeur du scrutin.

Le 5 octobre, on exerce notre droit de vote

 **élections Québec**



Moukda et Linda Forest entretiennent un vaste inventaire de fleurs sauvages autour de la boutique du Rucher des framboisiers.

Photo: Gilles Gagné

MENTORAT

GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

UN TRANSFERT D'ENTREPRISE NE DEVRAIT PAS SE VIVRE SEUL



Les décisions, les doutes, les non-dits... la transition d'une entreprise touche autant l'humain que les chiffres. Le mentorat offre une oreille attentive, sans jugement, pour avancer plus sereinement.

**LE MENTORAT, UN ACCOMPAGNEMENT HUMAIN POUR
LES ENTREPRENEUR(E)S D'ICI.**

 **DÉCOUVREZ LE MENTORAT**



circonstances en 2026 que provoque l'agriculture moderne. Ça vient vraiment affecter l'entreprise. On doit réussir à faire survivre l'entreprise avec les mortalités d'abeilles. On a déplacé nos ruches de Bonaventure, à cause des graines [semences] enrobées de pesticides. »

« Ces pesticides contiennent des néonicotinoïdes. Ils sont très présents sur certaines fermes », appuie Linda, à propos d'un groupe de pesticides utilisés en agriculture pour protéger les cultures contre différents insectes.

Le mot néonicotinoïdes renferme « nicotine », ce qui suggère une certaine conception du dommage infligé aux abeilles butinant sur les fleurs de ces champs.

« Un grand défi, c'est de s'adapter à 2026. Notre père, à 75 ans, vivait une réalité complètement différente de celle d'aujourd'hui. Il faut ajuster les prix du marché », précise Moukda, en sous-entendant qu'il y aura parfois des ajustements de prix à la hausse.

La baisse du volume de miel a aussi eu pour effet de mettre un terme à la production d'hydromel, il y a quelques années. Il en reste toutefois un petit inventaire à la boutique de l'entreprise, où Moukda et Linda vendent uniquement les produits maison, à l'exception de la gelée royale.

Renforcer l'état des abeilles

Le troisième grand défi du Rucher des framboisiers consiste à assurer la résistance des abeilles contre les maladies, le varroa - un ver dévastateur - et l'hiver canadien.

« Le climat a beaucoup changé. Ça veut dire placer les ruches aux bons endroits », soulignent les sœurs Forest, qui complètent souvent les phrases de l'une et de l'autre.

« On place beaucoup de nos abeilles à Nouvelle. L'espace est grand et la nature est très présente. Les abeilles performant vraiment bien là-bas. Elles produisent beaucoup et elles sont fortes. Plus tu les places dans un environnement naturel, plus elles performant. Les abeilles produisent en fonction des conditions

de la planète. Ce sont des insectes sensibles et si elles partent, d'autres insectes vont disparaître », disent Moukda et Linda.

La mise en marché, dans un contexte de volume en baisse et d'un produit connu, dont la renommée dépasse les frontières de la Gaspésie, est moins préoccupante, bien que les sœurs Forest prennent bien soin d'affirmer l'authenticité de leurs produits.

« On s'occupe de la Baie-des-Chaleurs, puis on fait le tour de la Gaspésie quelques fois par année. On vend seulement notre miel. Il n'est pas coupé avec d'autres produits, qu'on ait une bonne ou une mauvaise année en production [...] C'est typiquement gaspésien; ça vient de notre terroir », disent-elles fièrement.

Elles gardent des points de vente à Montréal et à Québec, mais au fil des ans, le marché de certaines villes de taille intermédiaire a dû être suspendu.

Linda, Moukda, Panya et leur mère, Panyong, qui joue un rôle plus effacé mais encore précieux, sont appuyés dans leurs efforts par quatre ou cinq employés saisonniers.

« Les tâches sont nombreuses. Il y a l'extraction du miel, le traitement des ruches, nourrir et prendre soin des abeilles, les déplacer selon les conditions, pas trop à l'ombre, pas trop au soleil. Ce sont des abeilles domestiques », précise Moukda.

Comment voient-elles l'avenir? « Je trouve que c'est juste le début d'une belle aventure. Il y aura des opportunités, on voit des portes ouvertes. Nous sommes jeunes », note Linda.

« Il y a beaucoup d'aspects qui nous rejoignent dans l'entreprise. On aime beaucoup manger bio, on aime la planète. En Gaspésie, c'est quelque chose qui n'est pas assez exploré, mis en lumière, valorisé, je trouve. Il faut valoriser l'agriculture, les artisans, les gens qui travaillent la terre tout en protégeant l'environnement. On est décidées à faire connaître nos valeurs à nos abonnés sur les réseaux sociaux », conclut Moukda.

GRAFFICI

GRAFFICI.ca |  JOURNAL GRAFFICI | 418 368-7575

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Alexa Sicart
direction@GRAFFICI.ca

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Nadia Leblond
administration@GRAFFICI.ca

CORÉDACTEURS EN CHEF
Gilles Gagné et Jean-Philippe Thibault
redaction@GRAFFICI.ca

CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE
Sophie I. Gagnon
publicite@GRAFFICI.ca

DESIGNER GRAPHIQUE
Andréanne Martin Di Vergilio,
andreanne.dv.martin@gmail.com

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives
nationales du Québec,
2022 Bibliothèque et Archives Canada
ISSN 1706-0273

MERCI AUX COLLABORATEURS
ET BÉNÉVOLES :
Myrille Allard, Valérie Allard, Victoire Arbour,
Marie Bernard, Roger Bourque, Éveline Chiasson,
Marlyne Cyr, Reine Degarie, Michelle Landry,
Diane Porlier et Patricia Poulin.



CAHIER

PARTICIPATION CITOYENNE

Condition féminine | Environnement | Diversité et inclusion



CAHIER

PARTICIPATION CITOYENNE

Voter, comme les Gaspésiennes et Gaspésiens feront le 5 octobre, est souvent le premier mot nous venant en tête quand on évoque la participation citoyenne. Le concept est bien plus large. La société évoluerait lentement s'il fallait limiter l'action à un vote aux quatre ans. L'engagement de groupe, la mobilisation pour des causes communautaires, sociales et économiques, de même que la tenue d'assemblées visant à informer, consulter et s'assurer de débats d'idées chez des gens de tous âges, composent la participation citoyenne. *GRAFFICI* publie ici

un cahier portant sur diverses initiatives en la matière!



INTRODUCTION

AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

Renforcer la démocratie, favoriser la cohésion sociale, répondre aux défis collectifs : l'engagement citoyen est une pierre d'assise de nos sociétés, trop souvent occulté ou, à tout le moins, peut-être pas assez mis sous les projecteurs considérant son rôle comme ciment de nos collectivités. L'implication des individus dans leur milieu est une véritable synergie : le tout devient supérieur à la somme de chacune des parties.

Walter-Olivier Rottman-Aubé, enseignant en sociologie au secteur anglophone du campus de Gaspé au Cégep de la Gaspésie et des Îles, définit l'engagement citoyen comme la manière dont les personnes s'impliquent au sein de leur municipalité, leur province ou leur pays. « C'est surtout porté vers des enjeux sociaux ou politiques, localement ou globalement. C'est un peu une branche de l'engagement social et communautaire », résume-t-il.

Mais surtout, au cœur du sujet, pourquoi donc s'investir? Qu'est-ce qui pousse des individus à prendre de leur précieux temps pour s'engager, aider et/ou changer les choses.

« Par intérêt et par conviction, notamment parce que ça a beaucoup de sens pour eux. Je pense que les gens ont besoin du sens à leurs actions et ça peut en avoir de s'impliquer », explique celui qui est passé de la parole aux actes en devenant conseiller municipal à Gaspé suite aux dernières élections.

« Chaque histoire est un peu différente, mais il doit y avoir de l'amour pour quelque chose, parce qu'on cherche à la défendre ou contribuer à l'orienter dans le bon sens. Il peut aussi y avoir de l'indignation ou de la colère par rapport à différentes formes d'injustice vécues ou perçues. Pour certains, c'est par devoir et responsabilité. On peut se dire qu'on est complice à ne rien faire, donc on agit pour

Solidarité Gaspésie, une force citoyenne bien enracinée

Solidarité Gaspésie est un regroupement non partisan de citoyens et de citoyennes préoccupé.e.s par le développement de notre région. Soucieux de valoriser un dialogue constructif entre les élu.e.s et les citoyen.ne.s, Solidarité Gaspésie met en discussion les enjeux sociaux, économiques, culturels, environnementaux et de gouvernance.

NOUS QUESTIONNONS, NOUS ÉCOUTONS,
NOUS ÉCHANGEONS, NOUS PRENONS PAROLE
ET NOUS AGISSONS!

Joignez votre voix à celles de Solidarité Gaspésie, où que vous viviez en Gaspésie.

Visitez notre site web solidaritegaspesie.org pour l'ensemble de nos réalisations.



notre propre cohérence. Ça peut aussi être l'égo et comment on se met en scène. Il y a différentes motivations. »

Tout n'est évidemment pas rose et il y a un revers à cette médaille. Certains groupes se forment et se déforment au fil du temps. Bien malin qui peut prédire jusqu'où mènera leur engagement citoyen.

« Parfois c'est épuisant, essouffant et démoralisant, rappelle Walter-Olivier Rottman-Aubé. Les gens ont parfois le besoin de prendre une pause d'autant plus que pour beaucoup, ça se fait en plus du travail ou des études. »

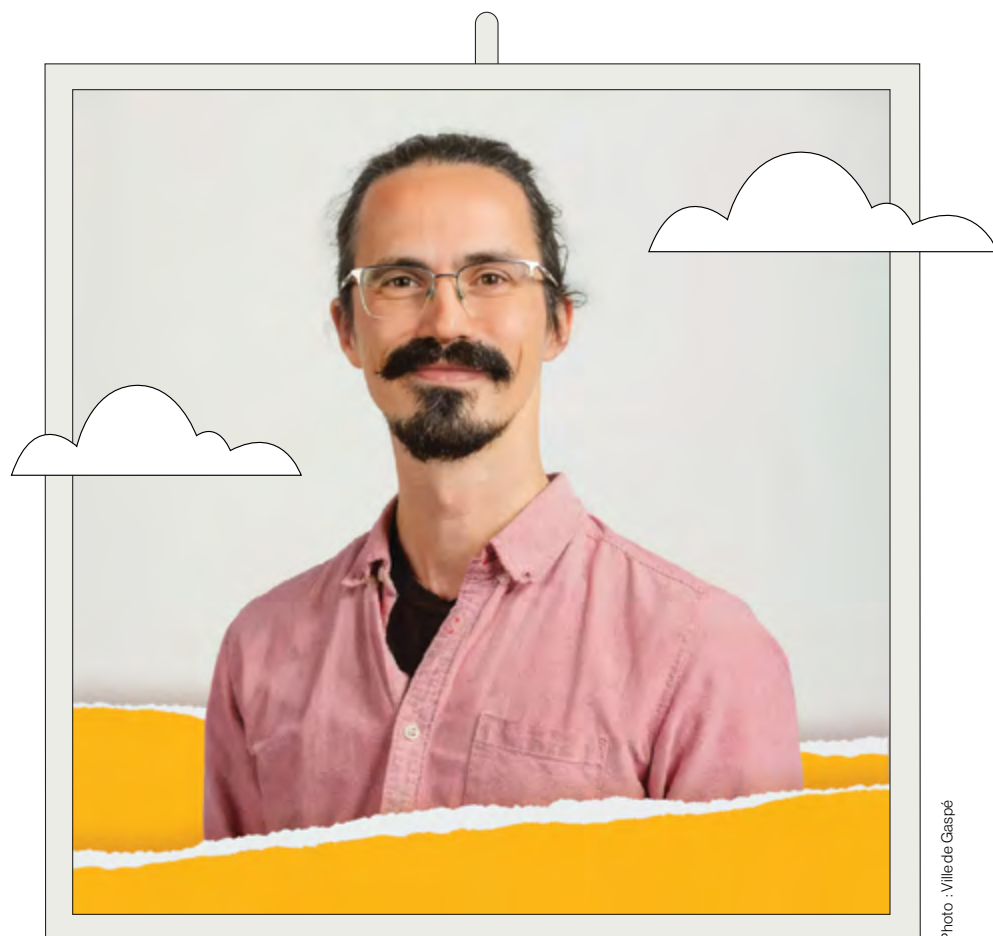
De surcroît, beaucoup d'aspects de la vie courante nous affectant localement sont tributaires de décisions prises aux paliers de gouvernement provincial et fédéral. « On est en périphérie de décisions prises dans les grands centres. Ce n'est pas évident de donner un sens à une forme de mobilisation pour lutter contre Québec ou Ottawa. »

« Je pense que les gens sont très engagés – des statistiques le montrent – mais c'est beaucoup au niveau social, culturel, dans les loisirs, en santé et dans les services sociaux, précise le Gaspésien. Si on veut élargir l'engagement citoyen pour intégrer ça, ça va vraiment bien dans la région et c'est indéniable, mais c'est au niveau politique qu'on dirait que c'est moins présent. »

L'impression est telle également qu'il est tentant de croire que le noyau de ceux qui s'engagent est toujours le même, que les mêmes visages reviennent et qu'un faible pourcentage de la population représente un fort pourcentage de cet engagement citoyen.

« En fait, beaucoup de gens en font un peu à gauche et à droite, et ils ne sont pas nécessairement visibles, poursuit le sociologue. On n'est pas au courant de tous les groupes citoyens qui existent, donc il y a une méconnaissance de tout ce qui se passe intégralement. Ça dépend aussi de nos propres intérêts et nos propres causes. Sinon, des gens s'impliquent beaucoup dans une phase de leur vie, et sont moins disponibles à une autre. Il y a une rotation qu'on ne voit pas toujours. »

Mais en fin de compte, la littérature scientifique tend à démontrer les bienfaits de l'engagement citoyen. « Il y a un sentiment de fierté à ça, note l'enseignant. L'engagement citoyen, c'est aussi rarement seul. Ça sort des fois de l'isolement et on sent qu'on a un pouvoir d'agir. On se connecte à des personnes et ce sont parfois des relations significatives qui perdurent. Éventuellement, ça fait partie d'une forme de santé communautaire. Il y a des effets positifs pour les individus et la société. »



à ton avis?

Un automne de participation citoyenne à la MRC Avignon

Participe activement
aux décisions qui façonnent Avignon.

4 thématiques

Plan climat 16 et 17 septembre

Patrimoine bâti 13, 14 et 15 octobre

Arrière-pays 3 et 5 novembre

Noyaux villageois 24 et 26 novembre



mrcavignon.com

Scanne ici

pour connaître les détails et t'inscrire!

Ton territoire. Ton avenir. Ton avis!



Québec

CONDITION FÉMININE

LE « COMITÉ CANARI », POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE ET L'ABUS À L'ENDROIT DES FEMMES

PAR GILLES GAGNÉ

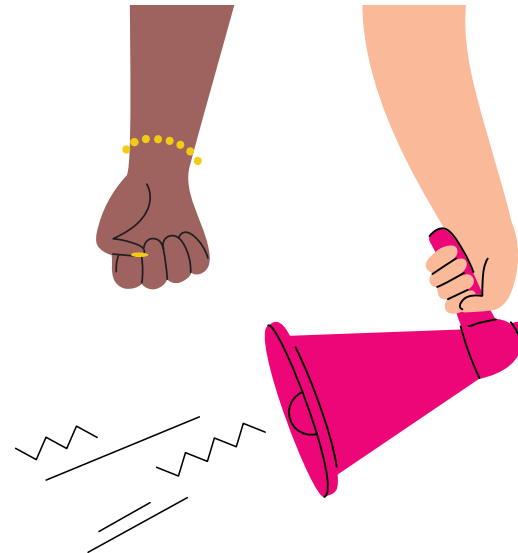


Photo : Table de concertation féministe Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

MMURDOCHVILLE | Au printemps, la Table de concertation féministe Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a mis sur pied un comité de réflexion et de sensibilisation sur la sécurité des femmes dans le contexte de la réouverture potentielle de la mine de cuivre de Murdochville.

Des partenaires des secteurs communautaire, de la santé, de l'éducation, du développement régional, de l'entrepreneuriat, des résidents de Murdochville et d'autres secteurs y participent.

« Le comité a choisi le nom de «Comité Canari», en hommage à l'oiseau dont la mission

était de détecter [le manque d'] oxygène dans les mines. Contrairement au destin tragique du canari, nous veillons à ce que les femmes ne soient ni sacrifiées ni oubliées dans le projet de réouverture », explique Sara Ternoir, porte-parole de la Table de concertation féministe dans ce dossier.

Le projet de réouverture est mené par Métaux Osisko. Il est toujours à l'étude. Jusqu'à 50 000 mètres de forage seront réalisés cette année.

L'importance de la prévention explique pourquoi, dès sa première réunion, le comité de surveillance a adopté le mandat de servir de forum de discussion et de suivi des questions de sécurité, anticipées et vécues, par les femmes de Murdochville.

Les membres sont chargés de partager leurs expériences, leurs observations de terrain et leur expertise sectorielle afin de documenter les réalités locales. Cette mise en commun des connaissances vise à identifier les impacts du projet minier sur les femmes, à élaborer des plans d'action pour prévenir et atténuer les effets négatifs de ce développement sur la population féminine.

« Ce qui est important, c'est de garder en tête qu'on travaille ensemble avec Métaux Osisko et la Ville de Murdochville. Nous n'avons pas ciblé uniquement le domaine minier. On peut penser aux travaux sylvicoles, aux éoliennes, au

tourisme hivernal de motoneige; en général les secteurs dans lesquels il peut y avoir beaucoup de brassage quand ce sont des hommes qui viennent en groupe », ajoute Sara Ternoir, rappelant que c'est une minorité d'hommes qui représentent une source d'insécurité pour les femmes.

« Dans le secteur minier, 16 % des employés sont des femmes, principalement dans des bureaux et à des postes de recherche, moins bien rémunérés que le forage ou le travail direct à la mine », dit-elle.

Jusqu'à 1300 personnes pourraient être embauchées pendant la phase de construction liée à la réouverture de la mine. Entre 500 et 700 personnes devraient y travailler pendant son exploitation.

Le projet est réalisé grâce à l'aide financière et au soutien des partenaires de l'Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2024-2027. Quatorze partenaires y souscrivent.

Sara Ternoir rappelle que des êtres humains animent ces organismes. « On parle d'organismes, en défense des droits. Il ne faut pas oublier qu'au comité, il y a des organismes, mais aussi des citoyennes de Murdochville qui y participent. »

LE SPECTACLE F S'EXPORTE EN FRANCE

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

GASPÉ | Au moment de son lancement, les créatrices de *F* expliquaient que le nom du spectacle faisait écho à des réalités multiples : femmes, fierté, féminicide et force, notamment. À la liste peut maintenant s'ajouter la France.

Plus tôt cette année, le Regroupement des femmes de la Côte-de-Gaspé a confirmé que l'œuvre s'exporterait outre-Atlantique cet automne, signe que la thématique présentée sur scène est universelle.

Deux représentations seront offertes les 24 et 25 octobre dans la commune d'Annonay,

un département de l'Ardèche dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. En octobre 2025, la commune avait justement ouvert sa première Maison des femmes santé, un lieu d'accueil, de soins et d'accompagnement dédié à celles qui vivent ou ont vécu des violences sexuelles, verbales, physiques ou psychologiques.

« Ils étaient très sensibilisés à la cause et ça cadrerait bien dans leur programme, alors ils nous ouvrent leurs portes », résume la cheffe de chœur, Guylaine Fournier. *F* sera donc présenté à l'Espace Culturel Montgolfier, qui



Photo : Offerte par Jeannot Rioux

peut accueillir jusqu'à 604 spectateurs.

« La différence avec d'autres beaux spectacles qu'on a faits, c'est peut-être le message qui porte qui fait qu'on est poussées à l'amener plus loin et qui fait que les participantes sont volontaires et prêtes à prendre de leur temps et de leur argent pour se lever et défendre la cause. C'est tout ça qui rend ça possible. Les filles sont dédiées et impliquées. C'est vraiment un privilège. »

L'engagement est tel que pas moins de 110 choristes, accompagnatrices et comédiennes feront le voyage jusqu'en France. Celle qui est originaire de Rivière-Madeleine s'attendait qu'une quarantaine, peut-être une

cinquantaine tout au mieux se joindraient à l'aventure. Rappelons qu'elles étaient 150 à monter sur scène lors des 7 représentations qui ont eu lieu en Gaspésie et à Québec. Les musiciens Mathieu Joncas et Alex Pelletier seront également de l'aventure.

Guylaine Fournier voulait par ailleurs conserver la même ampleur de spectacle. Un chœur de 30 choristes françaises est actuellement en répétition pour se familiariser avec l'œuvre et se joindre à leurs homologues québécoises. « On voulait que ça ait le même impact pour cette communion France-Québec. Il y a une belle alliance qui se fera là-bas. »

Certains textes seront cependant à peaufiner,

notamment parce que les cousines y prennent le patronyme de leur mari de manière libre et complètement volontaire. « On a un texte qui souligne beaucoup que les femmes au Québec, avant, prenaient beaucoup le nom de leur mari. On a certaines nuances à ajuster pour ne rien brusquer, puisque là-bas, ça fait partie de leur culture et que c'est très sain comme façon de fonctionner. Sinon, le spectacle se fait intégralement là-bas », précise Guylaine Fournier.

Environ 150 billets avaient trouvé preneur pour chacune des représentations au moment d'écrire ces lignes. Avec les deux supplémentaires qui avaient lieu le 12 septembre à Gaspé, plus de 5500 personnes auront vu le spectacle

qui dénonce la violence faite aux femmes sous toutes ses formes, mais aussi d'autres réalités, comme le colonialisme et le racisme, avec plusieurs œuvres marquantes de la musique francophone.

« On travaille là-bas en équipe avec le même discours d'aller s'afficher pour essayer de faire changer le monde en chantant des chansons. C'est toujours la même idée et le même esprit. Ça va être inoubliable. On espère semer quelque chose pour que ça bouge et que les femmes cessent de se faire tuer », conclut Guylaine Fournier.

UNE FORMATION UNIQUE AU QUÉBEC EN VIOLENCE CONJUGALE

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

CARLETON-SUR-MER | Selon les plus récentes données disponibles, le nombre d'infractions commises en contexte conjugal qui font l'objet d'un signalement et qui sont déclarées par la police est en hausse.

Au Québec, de 2005 à 2022, le taux de femmes victimes d'infractions commises en contexte conjugal est passé de 451 à 520 femmes par tranche de 100 000.

Sans trop de surprise, les femmes constituent 75 % des victimes d'infractions commises en contexte conjugal. Pis encore, dans les catégories d'infractions plus graves, elles représentent 100 % des victimes d'homicides et 96 % des victimes d'agressions sexuelles.

Dans les circonstances, pas surprenant que le Cégep de la Gaspésie et des Îles ait mis sur pied l'attestation d'études collégiales (AEC) de spécialisation *Intervention auprès des femmes victimes de violence conjugale et de violence postséparation*. Ce qui est plus surprenant, c'est qu'il s'agit d'une formation unique au Québec, voire même au Canada.

« À la base, c'est un moyen qui a été exprimé par les maisons d'aide et d'hébergement », explique Éric Couillard, directeur de la formation continue et de la coopération internationale au Cégep de la Gaspésie et des Îles.

« Quand elles embauchaient de nouvelles employées, les spécificités du milieu faisaient qu'elles devaient former à l'interne. C'était la même réalité dans les autres maisons d'hébergement au Québec. On a constaté qu'il y a vraiment un vide par rapport à tout ça, alors on a commencé à aller de l'avant pour créer un programme. »

Les premières démarches ont ainsi été entamées il y a deux ans, ce qui a débouché sur une AEC de 420 heures, déployée sur 32 semaines. La formation se donnera à distance à temps partiel, entre 10 et 12 heures par semaine. Les personnes inscrites pourront étudier en direct ou en différé, selon leurs

disponibilités. Les inscriptions sont ouvertes depuis le 10 août et se termineront le 15 novembre. Deux groupes de 25 personnes devraient ainsi être formés.

« La réponse est très bonne à date et l'initiative a été applaudie, poursuit Éric Couillard. Le milieu nous dit qu'il y a enfin quelque chose de formel et spécifique. On a opté pour une formule flexible parce que ce sont souvent des gens à l'emploi qui veulent se perfectionner. »

Tous les enseignants sont d'ailleurs issus du milieu, avec une expérience sur le terrain. Le cadre légal des personnes touchées par la violence conjugale ainsi que les approches et les techniques d'intervention auprès de femmes issues de différentes minorités seront notamment au corpus, ou encore un bloc spécifique pour des interventions auprès des enfants. Des compétences pointues et nuancées pour aller approfondir le contrôle coercitif, les traumatismes complexes et les enjeux de sécurité sont également au menu.

« Il y a un peu de littérature sur le sujet, mais pas tant que ça, note le directeur de la formation continue. Actuellement, on est en train de recueillir les meilleures pratiques. Le milieu par exemple nous a vraiment expliqué qu'il y a une différence entre la violence conjugale et la violence post-séparation. Ce sont deux interventions différentes, alors que 60 % des féminicides se produisent en contexte post-séparation, quand les femmes reprennent leur vie après leur passage en maison d'hébergement. Il y a vraiment des compétences très particulières en lien avec ce volet. »

Pour se donner le meilleur cadre possible, une analyse de pertinence a été menée avec un sondage envoyé à 104 maisons d'hébergement. Un comité de huit expertes de différents milieux se penchent aussi sur la question.

« Il y a de la formation qui se donne au niveau de l'intervention, avec des gens en travail social ou en éducation spécialisée par exemple, mais



Photo : Fournier par le bureau de Catherine Blouin

pour le volet spécifique de violence conjugale, il n'y a rien qui existe présentement, sinon c'est inclus avec d'autres formes de violence. Je pense que ça va ouvrir d'autres opportuni-

tés pour mettre en place d'autres choses pour former et faire évoluer les mentalités », conclut Éric Couillard.

Formation en violence conjugale

Nouveau : AEC de spécialisation en intervention auprès des femmes victimes de violence conjugale et de violence postséparation

Une nouvelle formation est lancée par le Cégep de la Gaspésie et des Îles. Offerte entièrement à distance, cette spécialisation s'adresse à des personnes déjà formées en intervention. Le programme comprend huit cours répartis sur deux sessions. La première cohorte débutera à l'hiver 2027.

Pour information : lire le code QR



ENVIRONNEMENT

CULTIVER ET VENDRE DES LÉGUMES, UNE FORME D'ENGAGEMENT PUBLIC

Il faut une certaine dose d'engagement citoyen pour gagner sa vie, en tout ou en partie, comme, maraîchère ou maraîcher en Gaspésie. L'incertitude liée au temps qu'il fait, les paiements de l'infrastructure et des salaires des employés quand on ne sait pas quel volume sera récolté, de même que les habitudes changeantes des clients potentiels laissent généralement peu de marge de manœuvre financière.



MRC LA HAUTE-GASPÉSIE

CULTIVER LA TERRE, C'EST CULTIVER UN LIEN SOCIAL

PAR JOHANNE FOURNIER

SAINTE-ANNE-DES-MONTS | Caroline Charette est copropriétaire de la Ferme La Sablonnée, spécialisée en culture maraîchère, production d'œufs fermiers et transformation de surplus de légumes. Derrière les récoltes, une conviction guide l'entreprise familiale de Sainte-Anne-des-Monts : l'agriculture de proximité est avant tout une affaire de participation citoyenne.

Avant de prendre racine en Haute-Gaspésie, Caroline Charette a été agente de marques de commerce, puis candidate aux élections provinciales de 2018 dans Montarville pour Québec solidaire, où elle siégeait à la commission sur l'agriculture.

« Pour moi, ça s'imbrique, explique-t-elle. Avec une ferme, surtout à l'échelle humaine, on part d'une espèce de système de valeurs. » Achetée en 2019, la ferme a pris forme en pleine pandémie, en 2020, concrétisant un projet de vie autant que d'engagement citoyen.

LE MARCHÉ, ESPACE DE DÉMOCRATIE

Pour Caroline Charette, le point de vente dépasse largement l'échange commercial. « Le marché est une expérience conviviale en soi, estime-t-elle. C'est une expérience où les gens sortent de l'isolement, où ils choisissent d'encourager les producteurs locaux parce qu'ils savent, au fond, qu'ils en retirent aussi des bénéfices. »

Le kiosque à la ferme joue le même rôle de lieu de rencontre. « Les gens ne viennent pas seulement chercher une douzaine d'œufs. On pique tout le temps une petite jasette sur le bord de la porte et c'est très profond. »

Des visites avec des enfants qui posent des questions sur les poules et les abeilles complètent la dimension éducative de la Ferme La Sablonnée. « Il y a beaucoup de transmission de connaissances qui se fait », souligne l'agricultrice.

Une réciprocité encore fragile

Cette relation de confiance reste toutefois marquée par les incertitudes du métier. « On est dans des situations précaires, reconnaît la productrice maraîchère. On a de la misère à être soutenus et surtout compris dans cette espèce de quête qui est pourtant essentielle. »

Elle déplore un décalage entre les discours sur l'autonomie alimentaire et le soutien réel accordé aux petites fermes, y compris de la part de l'Union des producteurs agricoles, où elle se dit « en mode réactif ».

Malgré les obstacles, Caroline Charette voit dans l'engagement des citoyens la condition même de la survie des fermes. « Les gens sont là pour nous soutenir, comme on est là pour les nourrir », conclut-elle.

Photo : Moïse Marcoux-Chabot



Conseil régional
de l'environnement
**cre
gaspésie**

UNE RÉFÉRENCE EN ENVIRONNEMENT

Le CREG est un organisme régional voué à la protection de l'environnement qui informe, sensibilise et conseille les intervenants du milieu dans les dossiers environnementaux et de développement durable afin que la Gaspésie puisse se développer tout en protégeant ses ressources naturelles.



Rejoignez notre mission

Devenez membre

<https://cregaspesie.org/> | 418 534-4498

MRC DE BONAVENTURE

« IL FAUT TRANSFORMER POUR EN VIVRE »

PAR GILLES GAGNÉ

NEW RICHMOND | Julie Lamoureux et Mike Brash exploitent depuis 2022 Les Fermes aux Champs pourpres dans le secteur ouest de New Richmond. Elle est native des Laurentides, au nord de Montréal, et lui vient de New Richmond.

« Je suis tombée en amour avec la Gaspésie. La première fois que je suis venue avec Mike, en passant à Carleton, je lui ai dit : “Un jour, tu redéménageras ici.” Je voyais les montagnes, Pin rouge au loin, et la mer. Je viens d’une région de montagnes, les Laurentides, et ici, il y a la mer en plus », souligne Julie Lamoureux.

Il serait exagéré d’affirmer que ses études et ses premiers emplois la prédestinaient à devenir maraîchère.

« J’ai étudié en commercialisation de la mode. J’ai travaillé en paysagement, en mode, comme courtier d’assurances, et j’ai géré des centres d’entreposage. J’ai grandi dans les *business* de mes parents. Mike a travaillé dans l’affichage, en faisant des enseignes », énumère-t-elle.

Cependant, l’urbanité ne lui a pas enlevé le goût d’être proche de la nature, en faisant du jardinage pour des amies dès le début de la trentaine, et en prenant divers cours, « des trucs écologiques », résume-t-elle.

Puis, James, le père de Mike, a décidé de vendre ses chevaux

et sa ferme. C’est là que son retour à New Richmond et la venue de Julie se sont matérialisés, en 2021 pour lui et en 2022 pour elle, le temps de terminer un mandat en ville.

« On a décidé de faire pousser de la lavande ! Comme ça prend trois ans avant d’en récolter, on a fait un jardin pour générer des revenus. C’est sans pesticides, sans produits chimiques. La première année, je passais mon temps entre le champ et l’ordinateur. Chaque fois que je voyais une “bibitte”, je tentais de l’identifier pour voir si elle était nuisible », précise-t-elle.

La lavande est récoltée depuis 2024 et elle est transformée sur place en huiles essentielles, ainsi qu’en produits pour spa et pour salles de bain.

« On a mis vraiment tout notre temps et notre argent dans la ferme, sans trop s’endetter. C’est dans la transformation que tu “fais de l’argent”. C’est bien relatif. On prend aussi en consignment des produits des petites entreprises du coin travaillant dans des créneaux compatibles », souligne-t-elle.

« On veut nourrir le monde. On veut aussi offrir une place où les gens peuvent profiter de l’espace. Des groupes viennent faire du yoga dans les champs de lavande. On invite les jeunes du milieu scolaire. On offre un lieu qui rassemble la culture dans les deux sens, les arts et le bien-être », conclut Julie Lamoureux.



Photo : Gilles Gagné

MRC LA CÔTE-DE-GASPÉ

LES JARDINS DE FORILLON AU CŒUR DE LEUR COMMUNAUTÉ

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

GASPÉ | Depuis maintenant 7 ans, Stéphanie Harnois et Jean-François Spain cultivent la terre à Cap-aux-Os, tout juste à l’entrée du parc national Forillon, sur un petit lopin de terre de moins de 12 acres.

Elle, est géographe de formation. Lui, est formé en tourisme d’aventure et en gestion de projet. Les deux ont rapidement eu la piqure après avoir mis la main à la terre. « En ayant un petit jardin à la maison avec les enfants quand ils étaient plus jeunes, c’est devenu viscéral de vouloir partager cette passion-là avec d’autres », explique d’emblée la maraîchère.

Les deux enseignent au campus de Gaspé du Cégep de la Gaspésie et des Îles et le couple se fait un devoir d’être une partie active de sa communauté. « C’est une manière de mettre en pratique ce qu’on théorise en classe », résume Stéphanie Harnois.

Objectif d’autant plus noble que le suivi de l’activité des fermes à travers le pays révèle, à chaque recensement, une vague régulière de nouvelles petites fermes qui ne survivent pas jusqu’au recensement suivant.

« C’est un travail qui se superpose à celui d’enseignant. On ne pourrait pas uniquement en vivre. Les fermes maraîchères de petite surface comme les nôtres, au bout de cinq ans, il y en a 9 sur 10 qui ferment. On est un peu des miraculés, mais on y croit et on y travaille fort », poursuit la maraîchère.

Celle-ci a d’ailleurs parfait ses pratiques avec des cours spécialisés au Cégep de Victoriaville, allant chercher l’équivalent d’un DEP en culture maraîchère. Les cultures de légumes

des Jardins de Forillon, mais également de fines herbes, de fleurs coupées et de sirop d’érable, leur permettent de rémunérer un employé depuis maintenant 5 ans. Le couple, lui, œuvre aux champs de manière bénévole malgré l’ampleur de la tâche, du début des semis en mars jusqu’à la fermeture des jardins en novembre.

« Il y a une vocation un peu sociopolitique là-dedans, note Stéphanie Harnois. Le fait de pouvoir nourrir des gens avec des aliments sains, c’était comme une vocation tracée d’avance. Ce sont des principes et des valeurs qu’on partage dans nos cours. »

Depuis l’an dernier, un kiosque libre-service est également proposé du mercredi au vendredi, de 10 h à 18 h, directement à leur entreprise, ce qui fait la joie des locaux.

« Jusqu’à présent, les gens de la communauté se le sont approprié, avec beaucoup de bouche à oreille, poursuit Stéphanie Harnois. On est aussi quelque part dans un désert alimentaire sur la pointe gaspésienne. Il n’y a pas de grosse épicerie située près d’ici. La confiance des gens est là. On s’est construit une réputation basée sur la fidélité et un service de proximité et on peut être vraiment fiers de ça. »

« Dans le paysage, surtout de notre côté, ça n’existait juste plus de ferme agricole, ajoute-t-elle. On a voulu bonifier le paysage avec des jardins, notamment. Il y avait un paysage humanisé qui avait disparu et qui est maintenant réapparu. C’est une économie très extractive à Cap-aux-Os, avec le tourisme. On se disait qu’il y avait peut-être quelque chose à faire avec les gens pour les gens. »



Photo : Les Jardins de Forillon

MRC DU ROCHER-PERCÉ

LE JARDIN DES ÉPILOBES, AU CŒUR D'UNE MISSION SOCIALE

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

PERCÉ | Depuis six ans, Michel Ahelo défriche la terre et cultive des légumes au sein de son entreprise Le Jardin des épilobes. Pour les curieux, il s'agit d'une plante herbacée, d'une teinte tirant sur le mauve et le rose; l'une des premières à se manifester après un feu de forêt, jouant ainsi un rôle important pour sa régénération.

Le maraîcher a utilisé la période pandémique à bon escient pour apprendre par lui-même les trucs et les astuces du métier. Après trois ans d'activités à Cap-d'Espoir, il a posé ses valises tout près, à L'Anse-à-Beaufils.

L'autodidacte propose une production maraîchère diversifiée. « Pas mal tout ce qui peut pousser en Gaspésie, mais j'essaie de faire davantage ce que les gens me demandent et qui se vend le plus pour éviter les pertes », résume-t-il.

Les légumes-racines sont particulièrement prisés, comme les carottes et les betteraves. « L'ail se vend également beaucoup, avec les concombres en début de saison avant le gros boum de tous les autres producteurs. Les oignons aussi, la demande est bonne. Et les patates! Ça se vend, c'est une affaire incroyable. »

Autre point intéressant – et peut-être en ligne directe avec la pensée de Larry Hodgson, le défunt Jardinier paresseux – Michel Ahelo privilégie la simplicité. « J'ai une approche un peu passive. J'assume les mauvaises herbes dans mes jardins. Souvent, la récolte est un peu moindre, mais je passe tellement moins de temps dans le champ que c'est mieux. Ça reste

avantageux avec le temps investi. »

Mais pour lui, le plus important est probablement sa collaboration avec Rangs solidaires. Cette initiative fait partie d'une démarche d'agriculture soutenue par la communauté qui permet d'offrir des légumes locaux aux citoyens du territoire.

Le Traiteur du Littoral, l'Office municipal d'habitation (OMH) de Grande-Rivière, Produire la santé ensemble, le Garde-Manger, le Jardin des Épilobes, les Jardins de l'Anse-au-Loup et la Société de développement économique de Percé en font partie.

« Ça permet aux agriculteurs de vendre certains types de légumes – surtout de conservation – en grande quantité à Rangs solidaires, qui eux redistribuent à d'autres organismes qui visent les gens dans le besoin ou les écoles », résume le maraîcher.

Concrètement, ses légumes se retrouvent par exemple dans la cafétéria de l'école secondaire de Grande-Rivière, sur les tablettes du Garde-Manger (un OSBL qui récupère et redistribue les surplus alimentaires dans la MRC du Rocher-Percé) et sont acheminés vers l'OMH de Grande-Rivière, pour nourrir des aînés.

« Ça nous assure un certain volume de vente, oui, mais surtout que nos légumes se rendent directement aux gens qui n'ont pas nécessairement les moyens ou les capacités de venir les chercher eux-mêmes. C'était vraiment ma mission première quand j'ai commencé il y a six ans. C'est beaucoup de travail,



Photo : Jean-Philippe Thibault

mais le fait de diminuer de beaucoup en variétés et de vendre en grosse *batch* à Rangs solidaires, ça diminue le temps de travail de beaucoup. »

De cette façon, le Jardin des épilobes assure un revenu estival à Michel Ahelo, qui pêche le homard au printemps et qui s'affaire comme main-d'œuvre acéricole pendant l'hiver. En combinant ses passions, il a réussi à joindre l'utile à l'agréable.

MRC AVIGNON

GEORGES-ANTOINE BOUDREAU ET LA CRÉATION D'UN ÎLOT DE BIODIVERSITÉ

PAR GILLES GAGNÉ

CARLETON-SUR-MER | Formé comme technicien en environnement, Georges Antoine Boudreau, de Carleton-sur-Mer, est venu à l'agriculture maraîchère en 2018, embauché par le réseau appelé la Ferme des Quatre-Temps. Il a d'abord été formé à Hemmingford, en Montérégie, avant de diriger la division charlevoisienne du réseau, à Port-au-Persil, de 2019 à 2021.

En octobre 2021, sa conjointe Béatrice Cloutier et lui ont acheté leur propriété actuelle, sise au 2^e rang de Carleton-sur-Mer.

« Ce qui me plaît en agriculture maraîchère, c'est le service à la communauté, fournir des légumes de qualité, nourrir le monde, être dehors, assurer la sécurité alimentaire et nourrir ma famille », lance-t-il d'un trait.

En riant, il se dit bien conscient qu'il ne deviendra pas riche avec son exploitation. « Un caissier de supermarché fait plus d'argent que moi. Je veux faire mes paiements, payer le salaire de mon employé, et le reste, c'est mon salaire. Pour le

moment, c'est peu, mais il y en a », dit-il.

C'est le salaire de Béatrice, infirmière, qui donne pour le moment de l'oxygène au budget familial, assure-t-il. Comme bien des travailleurs autonomes, il est à la recherche de méthodes pour augmenter efficacité et revenus, tout en prenant parfois des boulots extérieurs à la ferme.

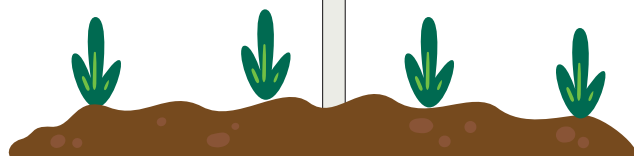
« L'objectif est toujours de nourrir la communauté et d'en vivre », insiste-t-il.

Père de deux jeunes garçons, il est témoin du changement créé par ses champs sur l'environnement immédiat entourant sa maison.

« Ce qui me fascine, c'est qu'en marchant avec la poussette pour endormir mes gars, je n'entends pas d'oiseaux sur la route Saint-Onge, mais dès que j'arrive ici, à la maison, j'en entends beaucoup. On a fait un îlot de biodiversité avec la ferme. J'ai toujours voulu aider la planète. C'est une façon de redonner à la communauté », conclut-il.



Photo : Gilles Gagné



En Gaspésie, on donne une seconde vie à vos débris de construction !

NOUVEAU SERVICE !

Entrepreneurs, rénovateurs
et transporteurs : au lieu de vous rendre
à l'enfouissement, apportez vos résidus
de construction et de rénovation
directement chez nous.

On trie. On conditionne. On valorise.



Bois



Béton



Gypse



Métal



Bardeau
d'asphalte

Site
accessible
24h/24.

Demandez
votre
passe.

Faites rouler
l'économie
locale.



CENTRE DE TRI
268, route Saint-Alphonse
Saint-Alphonse-de-Caplan
(Québec) G0C 2V0
418-388-3309

Reconnu par Recyc-Québec

**CURIEUX
DE VOIR COMMENT
ÇA FONCTIONNE?**

Suivez le processus
avec *Gab Découvre*

Numérisez le code QR ›





Photo : Gilles Gagné

QUAND LA PARTICIPATION CITOYENNE FAIT TOURNER LE VENT : LA PROTECTION DE LA FORÊT ANCIENNE DE LA ZEC DES ANSES

PAR GILLES GAGNÉ

CHANDLER | La sensibilisation du public à la protection de la forêt ancienne de la ZEC des Anses, menacée en 2021 par une coupe autorisée par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts, a pris forme en pleine pandémie, et elle a graduellement gagné en force.

Denis Michaud, un agent de protection de la faune à la retraite, a été le principal porte-parole de cette cause. Il a notamment organisé des dizaines de visites de reconnaissance regroupant des centaines de personnes.

Quand on lui demande quel a été le facteur le plus déterminant dans le cheminement de la cause, à savoir l'attachement à des grandes forêts, qui s'est traduit par toutes ces visites dans la ZEC, l'impact des médias, ou la valeur même de la défense d'un milieu exceptionnel, M. Michaud approuve « toutes ces réponses. »

Il souligne toutefois le contexte particulier de 2021. « On est en pandémie, et on vient couper notre forêt ! La situation faisait en sorte qu'on avait des questions à poser et on n'avait jamais de réponses. Le ministère [de l'Environnement] était pris avec des questions litigieuses. On sentait qu'il ne voulait pas décevoir. Il voulait vérifier si nos questions étaient crédibles et valables. Il y avait des plantes à statut précaire, le calypso bulbeux, le cypripède royal et l'aster d'Anticosti. En raison de mon travail,

je savais que ce territoire n'avait jamais été caractérisé. Ce qui nous disait que nos questions étaient bonnes, c'était la présence de forêts anciennes, de petites superficies et intactes. »

Un élément lié en partie au hasard, en partie à sa curiosité naturelle, a joué un rôle dans l'affaire.

« J'étais loin d'être un connaisseur, mais ces plantes, je les avais documentées quand je travaillais, avec photos géolocalisées. Ils [les gestionnaires de l'Environnement] ont fait l'exercice, en détails, en envoyant des spécialistes, des botanistes et un hydrogéologue. Ils ont trouvé ce que je soupçonnais », résume Denis Michaud.

L'été et l'automne 2021 ont été marqués par « un effet boule de neige ». « Les locaux, de Chandler notamment, ne connaissent pas leur territoire, dans l'arrière-pays. Ce n'était pas des endroits où ils allaient se promener. Ça a créé un engouement. Il fallait former des groupes pour aller voir ça », dit-il.

Cette mobilisation a mené en 2024 à la protection absolue de 2,1 km² englobant une érablière ancienne, porteuse de cèdres de 600 ans et d'impressionnants érables, d'une meilleure protection pour les 61 autres km² de la ZEC des Anses, une caractérisation de certains secteurs et une protection accrue de 320 km² autour de la ZEC.

DES DÉCENNIES D'ENGAGEMENT EN ENVIRONNEMENT

PAR JEAN-PHILIPPE THIBAUT

GASPÉ | Margret Grenier est ce qu'on pourrait appeler une militante écologiste de la première heure. La résidente de Douglastown, à Gaspé, est bien connue comme présidente de la Société de conservation ZICO de la Baie-de-Gaspé (ZICO pour Zones importantes pour la conservation des oiseaux). L'organisme a été fondé en 2003 et milite notamment contre l'épandage de pesticides sur la voie ferrée en Gaspésie.

Ce qui est moins connu par contre, c'est que Margret Grenier est active dans différentes causes environnementales depuis longtemps. Elle a notamment milité dans les années 1980 contre l'épandage de pesticides face à un géant : Hydro-Québec.

À l'époque, elle agissait comme présidente du Comité de protection de la santé et de l'environnement de Gaspé (CPSEG), créé en 1983 et qui a déjà compté jusqu'à 200 membres. En 1988, l'organisation présente à la région le document *Élimination de l'entretien chimique des réseaux d'Hydro-Québec* et obtient une victoire avec une suspension des arrosages sous les lignes de distribution.

« On a eu gain de cause. Hydro-Québec a arrêté d'étendre des herbicides sous les lignes des abonnés et ailleurs aussi. C'était vraiment une grosse victoire. On a aussi continué pour arrêter les arrosages dans la forêt et encore là, on a eu gain de cause. En 1997, nous avons eu le BAPE qui était d'accord avec nous, ainsi que d'autres groupes environnementaux. Le gouvernement a

accédé à nos demandes et depuis 2001, il n'y a plus d'herbicides dans les forêts. »

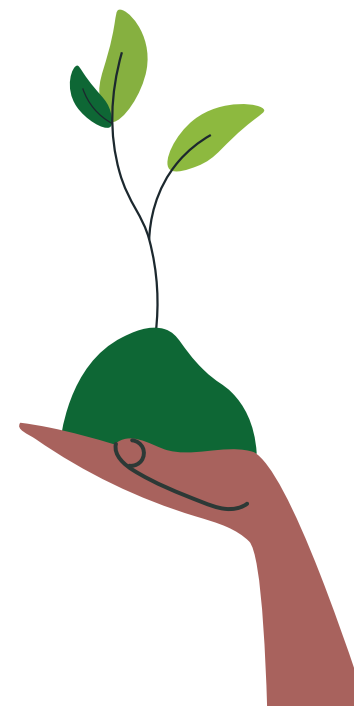
Au fil des ans, Margret Grenier a aussi tenu une chronique environnementale dans l'hebdomadaire *Le Pharillon*, à Gaspé, baptisée *L'écologie vivante*. Visionnaire, elle a informé pendant 10 ans les lecteurs sur des causes qui lui étaient chères alors que le mouvement écologiste n'était pas aussi développé qu'aujourd'hui.

Encore aujourd'hui, elle milite contre l'épandage d'herbicides sur le chemin de fer en Gaspésie. « On avait commencé dans le temps du CN à la fin des années 1980 et au début de 1990, explique-t-elle. Le CN avait été d'accord pour arrêter les arrosages, mais quand ils ont vendu la ligne à la Société de chemin de fer du Québec en 1996, ils ont recommencé les arrosages. Alors, on s'est mis ensemble pour protester. »

Le chemin de fer appartient aujourd'hui au ministère des Transports du Québec et les arrosages se poursuivent, mais Margret Grenier persévère et poursuit ses démarches, année après année, avec son bâton de pèlerin bien en main.

« En 2022, on a fait appel au ministère des Transports et depuis ce temps, un comité aviseur avec [certains] de leurs fonctionnaires a été mis sur pied. On leur envoie énormément d'informations sur les pesticides et les mauvais effets de la créosote. On a eu deux réunions virtuelles et on en aura une

autre bientôt. Les canaux de communication sont ouverts, donc il y a de l'espoir. Quand on a quelque chose à cœur, on ne lâche pas. »



DIVERSITÉ ET INCLUSION

PORTER LA VOIX DES PERSONNES HANDICAPÉES

PAR JOHANNE FOURNIER



Photo : courtoisie

MARIA | Directeur général du Regroupement des associations des personnes handicapées Gaspésie-Les-Îles (RAPHGÎ), Ghislain Gagnon fait de la défense des droits fondamentaux des personnes handicapées le moteur de son engagement citoyen. Ancien attaché politique à l'Assemblée nationale du Québec, journaliste et animateur de radio, il connaît les rouages de l'État, et sait comment faire porter la voix des citoyens qu'il représente, même s'il n'est pas lui-même une personne handicapée.

« Je ne suis pas une personne handicapée, quoi qu'on est tous différents », tient-il à préciser d'entrée de jeu.

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Pour M. Gagnon, l'engagement citoyen naît d'une intolérance aux injustices. « Les inégalités sociales m'atteignent, affirme-t-il, revendiquant sans détour son étiquette de *woke* [ndlr : éveillé à la justice sociale]. Comme citoyen, autant que comme travailleur, on a le devoir de lutter contre ça. »

Il déplore le fait que les droits des personnes handicapées peinent à mobiliser l'opinion publique. « Ce n'est pas dans les enjeux qui sont sexy », lance-t-il, ajoutant vouloir utiliser sa voix et son éloquence pour changer le regard porté sur les personnes handicapées. Son engagement a aussi une dimension personnelle : une demi-sœur vivant avec une déficience intel-

lectuelle fait partie de sa vie depuis plus de 20 ans et les mêmes valeurs d'équité guident l'éducation qu'il donne à ses enfants.

VOIR LE POTENTIEL PLUTÔT QUE LES OBSTACLES

Le directeur général du RAPHGÎ voit dans l'inclusion des personnes handicapées un véritable levier économique pour la région.

« Pour la Gaspésie, ça pourrait être notre salut », croit-il, tout en rappelant que le taux d'embauche des personnes handicapées dans la région est sous la moyenne provinciale.

L'AUTONOMISATION, UN COMBAT CITOYEN

L'engagement citoyen de Ghislain Gagnon prend une forme très concrète avec la mobilisation électorale. « On travaille fort, pour les prochaines élections, pour faire sortir les personnes handicapées pour aller voter, explique-t-il, rappelant que le droit de vote n'a été accordé aux personnes ayant une déficience intellectuelle qu'en 1993. Ces gens sont des citoyens à part entière, ils ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les autres citoyens. »

Avec Élections Québec, son organisme travaille d'ailleurs à outiller ces électeurs. Son message tient en une phrase : « Une personne handicapée est égale à un vote. »

1 PERSONNE HANDICAPÉE = 1 VOTE

Il est vraiment important que les humains en situation de handicap votent aux prochaines élections générales provinciales.

VOTRE VOIX PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE!

Pour plus d'informations sur les mesures en place pour rendre le vote accessible, visitez le www.raphgi.org/elections



Ghislain Gagnon, directeur général | www.raphgi.org | raphgi@telus.net

Lancement public : du 8 au 16 octobre

LA TRANSITION DONT VOUS ÊTES LES HÉROS

Accélérer la transition socio-écologique en Gaspésie

C'est la mission de Collectivités Zéro émission Nette Gaspésie, une démarche collective et rassembleuse qui vise à bâtir une Gaspésie prospère, résiliente, solidaire et verte.

La première étape de la démarche, l'état des lieux, a été finalisée en 2023-2024. L'**état des lieux** est un portrait de la région : le point de départ. Ensuite, ont eu lieu **84 ateliers d'exploration du futur** dont vous avez peut-être entendu parler ou auxquels vous avez peut-être participé, puisqu'ils ont mobilisé **749 personnes** en 2025.

Cette contribution citoyenne a permis d'élaborer, à l'automne 2025, une **vision collective** : la Gaspésie de 2050, en 3 axes :

une **communauté** saine, engagée,
accueillante et résiliente

des **milieux de vie** équitables, démocratiques
et adaptés aux changements climatiques

une **économie** plus diversifiée, sobre et autonome,
au service des gens et de la nature.

Ces axes ont servi à tracer le chemin de transition, parsemé d'étapes, et à identifier les actions nécessaires pour accélérer la transition.

Lancé par le Front commun pour la transition énergétique dans plusieurs communautés, ce projet n'aurait d'ailleurs pas vu le jour si **Solidarité Gaspésie, un regroupement citoyen**, ne l'avait pas initié. Comme quoi un mouvement de changement PEUT partir d'un petit groupe de personnes et se déployer, grâce à la force des liens, des communautés et des acteur·rice·s des milieux, dans toute une région.



581 499-0001 - poste 235



collectivitezen.gaspesie@gmail.com

Une participation citoyenne essentielle

Les actions à réaliser sur le territoire sont déterminées par les citoyen·ne·s, les organismes et les autres acteur·rice·s du milieu, et se rattachent aux étapes du plan de transition.

Pour les identifier, **nous avons besoin de vous!** Il nous faut connaître les projets, les initiatives qui existent et se développent dans votre Gaspésie pour travailler, avec vous, à accélérer la transition socio-écologique.

Dans chaque MRC se déroulera, en après-midi, le lancement du chemin de transition avec présentation des étapes du plan de transition 2027-2032. Une assemblée de cuisine (repas-partage, présentation de documentaire et discussion) suivra en soirée.

ENEZ NOUS PARLER DE

VOTRE Gaspésie

MRC Avignon : jeudi 8 octobre

Lancement à **Carleton** : 13h30 à 15h30

Assemblée de cuisine à **Matapédia** : 17h30 à 20h30

MRC de Bonaventure : mardi 13 octobre

Lancement à **New Carlisle** : 13h30 à 15h30

Assemblée de cuisine à **Bonaventure** : 17h30 à 20h30

MRC de la Haute-Gaspésie : mercredi 14 octobre

Lancement à **Ste-Anne-des-Monts** : 13h30 à 15h30

Assemblée de cuisine à **Marsoui** : 17h30 à 20h30

MRC de la Côte-de-Gaspé : jeudi 15 octobre

Lancement à **Gaspé** : 13h30 à 15h30

Assemblée de cuisine à **Douglstown** : 17h30 à 20h30

MRC du Rocher-Percé : vendredi 16 octobre

Lancement à **Grande-Rivière** : 13h30 à 15h30

Assemblée de cuisine à **Percé** : 17h30 à 20h30

Partenaires financiers :



Les Collectivités ZÉN sont appuyées par le
programme Action-Climat Québec, un soutien financier de :



Chef de projet :



Le transfert d'entreprise en six étapes!

PAR GILLES GAGNÉ

Bien des transferts d'entreprises sont réalisés, contrairement à ce qui s'est passé au Rucher des framboisiers de la famille Forest, à l'extérieur de la cellule familiale. Le Centre de transfert d'entreprise du Québec, le CTEQ, publie à cette fin Le guide du repreneur : Acquisition d'entreprise, pour aider les personnes ayant l'ambition de posséder leur entreprise. Les Municipalités régionales de comté (MRC) de la Gaspésie emploient généralement une conseillère ou un conseiller en mentorat dans leur département de développement économie.

Une démarche en six étapes se trouve à l'intérieur de ce guide. Il est conseillé de séparer ces six étapes en deux blocs : la démarche personnelle et la démarche idéalement suivie par des accompagnateurs.

Premier bloc :

Le succès de votre démarche pour les trois premières étapes dépend du temps et de l'investissement personnel que vous allez consacrer. Tout dépendra de la réflexion personnelle, de l'analyse des opportunités et des actions que vous entreprendrez pour planifier et structurer votre projet.

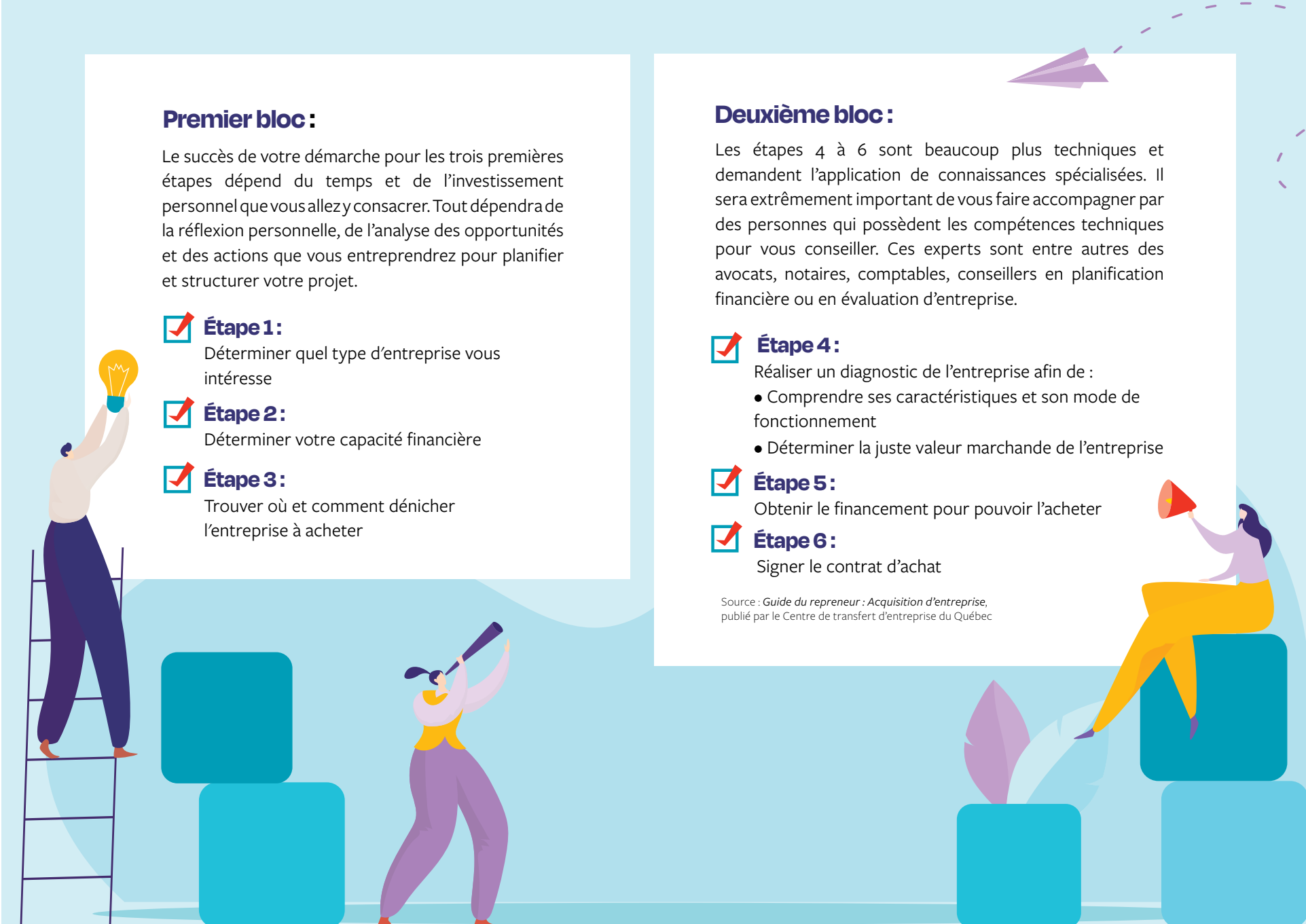
-  **Étape 1 :**
Déterminer quel type d'entreprise vous intéresse
-  **Étape 2 :**
Déterminer votre capacité financière
-  **Étape 3 :**
Trouver où et comment dénicher l'entreprise à acheter

Deuxième bloc :

Les étapes 4 à 6 sont beaucoup plus techniques et demandent l'application de connaissances spécialisées. Il sera extrêmement important de vous faire accompagner par des personnes qui possèdent les compétences techniques pour vous conseiller. Ces experts sont entre autres des avocats, notaires, comptables, conseillers en planification financière ou en évaluation d'entreprise.

-  **Étape 4 :**
Réaliser un diagnostic de l'entreprise afin de :
 - Comprendre ses caractéristiques et son mode de fonctionnement
 - Déterminer la juste valeur marchande de l'entreprise
-  **Étape 5 :**
Obtenir le financement pour pouvoir l'acheter
-  **Étape 6 :**
Signer le contrat d'achat

Source : *Guide du repreneur : Acquisition d'entreprise*, publié par le Centre de transfert d'entreprise du Québec



Le Québec confiné au bord de ses propres rives

GASPÉ | Le Québec compte quelque 500 000 lacs, 12 000 ruisseaux et 3000 rivières, sans oublier le Saint-Laurent, qui fait partie de la vie de nombreux citoyens. La province devrait donc être le royaume incontesté des plans d'eaux libres et accessibles. En pratique, ce n'est pas du tout le cas.



JEAN-PHILIPPE THIBAUT

JOURNALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

À tout le moins, pas selon une étude récente de Sébastien Rioux, professeur agrégé au département de géographie de l'Université de Montréal, et Rodolphe Gonzalès, un collègue du département de géographie, mais à l'Université du

Québec à Montréal. Leur rapport *L'accès aux eaux publiques du Québec, un état des lieux* révèle une réalité frappante : la population est quasi entièrement chassée de ses propres rives. Et la Gaspésie n'y échappe pas.

Moins de 2 % des 48 000 kilomètres de rives analysées dans les zones habitées du Québec sont réellement accessibles au grand public. Le reste? Un mur invisible d'une étanchéité redoutable, forgé par la propriété privée et des décennies d'indifférence politique.

Leurs travaux confirment noir sur blanc ce que bien des

citoyens devaient penser en tentant de se rafraîchir dans un lac par une journée de canicule estivale, soit « un processus très avancé de privatisation des eaux publiques et une dépossession à grande échelle de notre héritage collectif ».

Un bien public sous clé

Pourtant, dans le *Code civil du Québec*, la chose semble limpide : l'eau appartient à tout le monde. L'article 920 stipule clairement que chacun a le droit de circuler sur les lacs et les rivières, qui font partie du domaine public. Mais cette liberté théorique se heurte à un vide juridique monumental : il n'existe aucun droit d'accès universel ni aucune servitude de passage automatique à travers les terrains riverains privés. Résultat : la propriété privée a graduellement ceinturé le domaine public, le transformant en une enclave réservée à une poignée de privilégiés.

Les données tirées du rapport décortiquent la réalité géopolitique des berges. Plusieurs statistiques sont frappantes :

- Près de 40 % des lacs des zones habitées du Québec sont entièrement enclavés par des terrains privés, sans le moindre centimètre carré permettant au public d'y poser le pied ;
- Au moins la moitié (53 %) des plans et cours d'eau sont privatisés à plus de 95 % ;
- Dans 75 % des municipalités répertoriées dans l'étude, moins de 1 % de la longueur totale des rives offre une fenêtre d'accès public.

Du lac Memphrémagog aux berges de la rivière Chaudière, le constat se répète : la beauté des paysages hydriques est désormais gardée sous verrou.

La Gaspésie, miroir grossissant du problème

Même dans les régions excentrées où la nature est omniprésente, le piège s'est refermé. En Gaspésie par exemple, il serait permis de croire que l'accès aux eaux publiques ne pose aucun problème. Étrangement, la région ne fait pas meilleure figure qu'ailleurs.

Sur les 3315 km de rives analysées en Gaspésie — ce qui en fait la quatrième région en possédant le plus dans la province — le taux d'accès réel n'est que de 1,5 %.



La plage Haldimand, à Gaspé.

« On calcule qu'environ 50 km sont réellement accessibles. C'est 1,5 % en Gaspésie ou 47 cm de rives accessibles par personne, fait remarquer Sébastien Rioux en entrevue avec GRAFFICI. Quand on regarde la partie publique et accessible, on est en dessous de la grande moyenne québécoise. La raison, c'est que les aménagements pour le territoire non loti ou public ne sont pas très développés. »

Ce chiffre de 47 cm de rive par habitant fait qu'un Gaspésien dispose théoriquement de moins de la largeur d'une serviette de plage pour profiter collectivement de ses cours d'eau. Évidemment, tous ne vont pas au lac ou à l'eau en même temps, et certains endroits sont globalement bien pourvus en accès public, mais les statistiques démontrent tout de même l'étendue de cette réalité.

« Il y a environ 40 % des rives qui sont privées, alors on pourrait penser que l'accès est très facile, poursuit Sébastien Rioux. Mais on va plus loin dans notre analyse en se demandant si la partie publique est réellement accessible. »

À noter ici que dans leur état des lieux, les géographes n'ont étudié que les plans d'eau d'au moins 5 hectares situés à moins de 200 mètres du réseau routier et contenant au moins un lot cadastral, afin de ne pas y inclure des entités aquatiques de très petite envergure et inaccessibles. Les calculs sont donc plus prudents qu'alarmistes.

Soixante ans d'aveuglement et de choix politiques

Les deux géographes démontrent dans leur étude que l'État québécois connaissait pertinemment le problème depuis les années 1960. Des rapports d'experts aux commissions d'enquête sur la gestion de l'eau, des drapeaux rouges ont été levés au fil des décennies sans que les gouvernements successifs agissent pour protéger le patrimoine collectif.

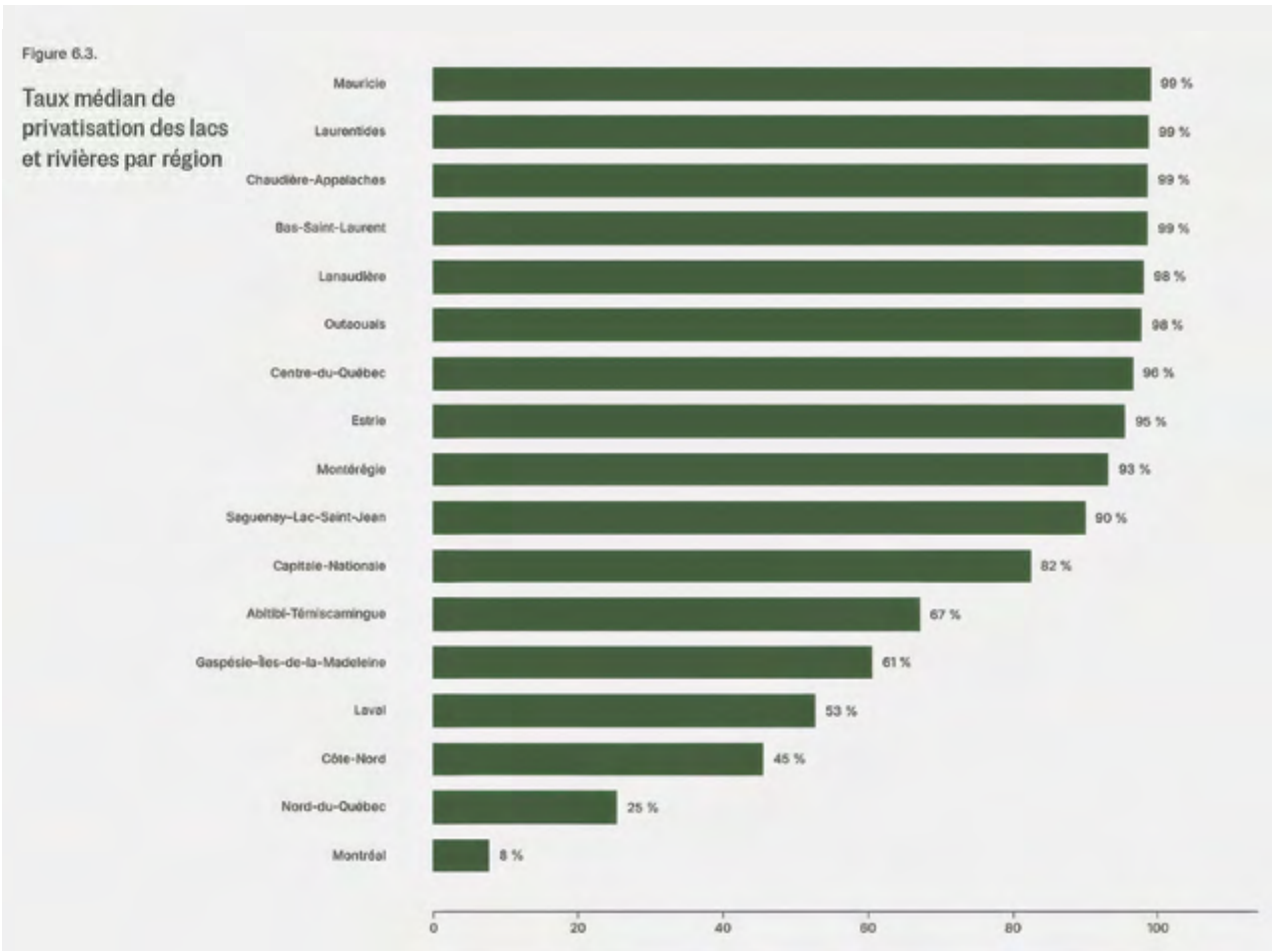
D'une part, entre la fin des années 1950 et le début des années 1980, le ministère des Richesses naturelles a orchestré la vente massive de baux de villégiature sur des terres publiques riveraines à proximité des grands centres urbains. Des milliers de lots qui auraient pu devenir des parcs régionaux ou des haltes nautiques gratuites ont ainsi été convertis en chalets et domaines privés.

D'autre part, le coup de grâce juridique a été porté au tournant des années 1990 avec l'abolition de la fameuse « réserve des trois chaînes ». Cette disposition historique attribuait d'office à l'État la propriété d'une bande de terre de 60 mètres le long des cours d'eau et des lacs. En abolissant ce mécanisme pour céder gratuitement cette bande aux propriétaires de lots adjacents, Québec a abandonné son plus puissant levier d'aménagement du territoire. À noter que cette rétrocession ne s'appliquait qu'aux lacs et cours d'eau non navigables et non flottables.

« Au lieu de prendre ses responsabilités à titre de fiduciaire de l'héritage collectif, le gouvernement du Québec a opté pour une spoliation massive des terres publiques riveraines », écrivent les deux auteurs.

Dans la cour des villes

Sébastien Rioux et Rodolphe Gonzalès notent au passage que « l'accès à l'eau est ainsi devenu un élément de la politique municipale. » Plus souvent qu'autrement, le fardeau de la gestion de l'accès à l'eau est tombé sur les épaules des municipalités, ce qui peut créer des désagréments.



Par exemple, l'accès à la plage municipale de Saint-Hippolyte, dans les Laurentides - seul accès public au lac de l'Achigan - est gratuit pour les résidents. Une famille non résidente (deux adultes et deux enfants de trois et six ans) accompagnée d'un résident doit déboursier 20 \$ pour la journée.

Non accompagnée, la même famille doit payer 110 \$ pour se rafraîchir. Heureusement, de tels cas de figure n'ont pas encore été répertoriés en Gaspésie.

De l'espoir en Gaspésie

Tout n'est pas noir, heureusement. La Gaspésie (incluant les Îles-de-la-Madeleine) arrive au second rang des régions pour l'accès effectif par habitant, tout juste derrière la Côte-Nord. Mieux, le taux médian de privatisation des lacs et rivières n'est que de 61 %, soit le cinquième meilleur résultat (voir la figure ci-dessus).

« Là où la Gaspésie se démarque, c'est qu'il y a un énorme potentiel pour faire mieux », résume Sébastien Rioux.

Le cinquième des rives (20 %) appartient au provincial, alors que le tiers (33 %) est tout simplement non loti. « Ça n'a tout simplement pas été concédé de façon formelle. La Gaspésie ne fait donc pas une bonne impression dans le rapport - aucune ne le fait d'ailleurs - mais le plus intéressant, c'est de montrer que la région a un énorme potentiel d'accès; c'est plus réalisable qu'ailleurs. »

C'est ainsi plus réalisable en Gaspésie qu'en Outaouais, en Montérégie ou dans les Laurentides, où le taux de privatisation autour des accès à l'eau est très élevé. « Pour eux, le désencla-

vement demanderait de reprendre des droits au privé, ce qui serait compliqué », note le chercheur.

Rappelons qu'il est interdit d'empiéter sur le domaine privé pour rejoindre les eaux publiques. Seul le territoire public riverain permet d'avoir légalement accès à l'eau. Sauf que, pour les lacs, par exemple, 40 % d'entre eux sont entièrement enclavés au Québec, c'est-à-dire que des propriétaires terriens détiennent 100 % des terrains aux alentours.

Une prise de conscience nécessaire

À l'heure où l'on vante la nordicité, la santé globale, le virage vers le plein air et l'importance de reconnecter les jeunes avec la nature, le constat dressé par Sébastien Rioux et Rodolphe Gonzalès est une douche froide. Il met en lumière le décalage entre le mythe fondateur du Québécois « coureur des bois » au fil de l'eau et la triste réalité d'un territoire cadennassé.

Le rapport offre cependant une occasion d'engager un virage marquant. « Il est grand temps que le gouvernement du Québec se saisisse de ce dossier, prenne ses responsabilités de fiduciaire de notre héritage collectif et adopte une politique nationale structurante ayant pour objectif le désenclavement progressif des eaux publiques. Les Québécois ont soif de justice spatiale. »

Alors que les élections provinciales sont maintenant lancées, est-ce que cet enjeu se fauilera sous les projecteurs auprès des grands partis et des grands médias? Soyons honnête, probablement pas, alors que plusieurs préfèrent trouver des squelettes dans les placards.

Source : Rioux, S. et Gonzalès, R. (2026). L'accès aux eaux publiques du Québec : un état des lieux. Centre de recherche sur les territoires du Québec.

Gare de Matapédia : déjà cinq ans de projets artistiques

MATAPÉDIA | La Gare de Matapédia, en tant que pôle artistique et communautaire, compte maintenant cinq ans d'activités comme lieu d'accueil de créateurs de divers horizons, et de citoyens s'intéressant à leurs productions.



GILLES GAGNÉ

JOURNALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

Ces artistes sont souvent au milieu de leur démarche, et le passage à la gare constitue pour eux une occasion de faire le point sur leur création, tout en donnant au public la chance de suivre cette démarche.

« C'est un lieu de recherche, que les produits

soient finis à la fin du séjour de l'artiste, ou pas. L'artiste doit faire une présentation sur sa démarche avant de partir. On veut que le public voie l'œuvre en marche, comment se conceptualise une œuvre. C'est très rare. Ça démystifie l'art contemporain », explique Caroline Andrieux, cheffe de projet de la Gare de Matapédia.

En cinq ans, ce lieu a accueilli une cinquantaine d'artistes, du Québec bien sûr, mais aussi de l'Acadie, d'ailleurs dans les Maritimes, de même que d'Europe, dont des Français. Une

Australienne y a aussi séjourné, à la fin de 2025.

Au début, la Gare de Matapédia était menée par le Centre d'artistes Vaste et Vague, de Carleton-sur-Mer. Cette alliance s'est terminée au début de 2023.

Le rôle de Quartier éphémère

Depuis l'entrée en scène de Caroline Andrieux à Matapédia, des liens se sont développés entre la Gare et l'organisme Quartier éphémère,

logeant dans la Fonderie Darling, à Montréal, où elle travaillait déjà. Entre 2022 et 2024, elle a dirigé la Gare et Quartier éphémère. Elle avait épousé informellement la cause de la Gare dès 2018.

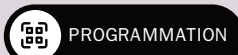
Française d'origine, elle avait contribué en 1993-1994 à mettre sur pied Quartier éphémère. À la suite d'un incendie ayant détruit le bâtiment industriel abritant l'organisme depuis sa fondation, QÉ, comme il est parfois désigné, a déménagé dans la Fonderie Darling en 2002.

ACTIVITÉS GRATUITES

Concerts, causeries, conférences, visites guidées, quiz et rallyes, soirées festives, expositions et encore plus!



Œuvre réalisée par l'artiste Julie Lacroix



Gaspesian
heritage
week
Semaine
du
patrimoine
de la Gaspésie
Gespe'gewa'gi
wetaligemaq
aqantie'uti

UNE INITIATIVE DE
L'ENTENTE SECTORIELLE
EN CULTURE

culture
GASPESIE



Regroupement
des MRC de la
Gaspésie

Québec

Du 1^{er} au 8 octobre

**Une semaine pour célébrer notre histoire
et nos traditions partout en Gaspésie**

ÉDITION 2026 : **Une histoire de toponymie**

PATRIMOINE.CULTUREGASPESIE.ORG

Quartier éphémère soutient le travail des artistes de la relève tout en sensibilisant le public aux édifices abandonnés dans les anciens secteurs industriels de Montréal. Caroline Andrieux y a vu des éléments qui pouvaient se raccrocher à la gare de Matapédia, bien que cette dernière n'ait jamais été abandonnée et qu'elle soit en milieu rural. Le potentiel était toutefois présent pour assurer une meilleure utilisation de ce bâtiment patrimonial. L'art allait venir au secours du transport de passagers, et contribuer à l'animation d'un coin de la Gaspésie.

« C'est par un heureux hasard que je me suis retrouvée à la tête de la Gare de Matapédia », souligne-t-elle.

Heureux hasard parce qu'elle connaissait alors bien le côté sud de la Gaspésie. Elle venait y skier depuis 2010.

« Je suis née dans le sud de la France, au bord de la mer, et j'ai toujours été frustrée parce que je l'ai quittée et que je voulais la retrouver. Je n'avais pas les moyens d'acheter une maison dans les environs de Montréal. En 2018, j'ai acheté une terre à bois avec une ruine dessus, sur le chemin Riverside, à Matapédia. J'ai consacré six ans de ma vie à rénover la ruine », décrit M^{me} Andrieux, à propos de la maison qu'elle habite maintenant.

Le chemin Riverside, c'est le littoral de la rivière Restigouche et non la mer, mais c'est quand même assez proche d'un accès à l'eau salée de la baie des Chaleurs.

Heureux hasard aussi parce qu'elle se spécialise dans la rénovation des bâtiments patrimoniaux, comme en témoignent les lieux ayant abrité Quartier éphémère.

Les développements depuis 2024

« Je me suis installée à Matapédia en septembre 2024, mais les gens d'ici me voyaient depuis l'achat de mon terrain et de ma ruine, en 2018. Voyant mon intérêt pour les bâtiments patrimoniaux, certaines personnes m'ont abordée. Dany Gallant m'a dit : "La gare ici a besoin de rénovations". Je travaillais encore à Montréal. Je venais ici six fois par année », précise M^{me} Andrieux.

Elle la connaissait assez bien, cette gare, pour avoir parfois dormi dans la salle d'attente lors de ses arrivées ou avant ses départs en train en revenant ou à destination de Montréal, depuis ses premières sorties de ski, en 2010.

« Dès 2018, avant même l'ouverture de la gare comme pôle artistique, j'ai écrit au président de VIA Rail, en octobre. Je voyais une possibilité de transformer ce bâtiment en lieu de création. En novembre, le directeur des immeubles à VIA, Robert Saint-Jean, est venu à la Fonderie Darling, tout seul, les mains

dans les poches. Il a délégué des employés pour évaluer les travaux à faire à Matapédia. Il voulait nous donner la gare. Il y avait trop à faire pour qu'on la prenne. On a bénéficié d'un loyer gratuit pendant deux ans. Là, ça fait deux ans et demi qu'on paie un loyer à la Société du chemin de fer de la Gaspésie », raconte Caroline Andrieux, à propos du transport ferroviaire sous contrôle municipal ayant hérité du bâtiment, après entente avec VIA Rail.

Le maillage entre un centre urbain de création comme la Fonderie Darling et une gare rurale coulait de source pour elle. La Gare de Matapédia recrute aussi ou se fait solliciter par des artistes provenant d'une panoplie d'endroits.

« J'aime le concept des résidences itinérantes, pour que les artistes se promènent d'une place à l'autre. C'est enrichissant. La résidence commence quand on prend le train, que ce soit de Montréal ou de Moncton. Quand les artistes arrivent en voiture, je n'aime pas ça. Mais il y en a que je ne peux pas empêcher », dit M^{me} Andrieux avec humour.

Même si boucler un budget annuel constitue un tour de force (voir encadré à la page 17) dans un lieu peu densément peuplé comme l'ouest de la MRC d'Avignon, elle apprécie sa nouvelle vie rurale.

« Je suis venue ici en me disant : "Je vais essayer de me trouver un projet de campagne", dans l'endroit où je venais me ressourcer six mois par an. J'étais fatiguée de la ville et la campagne m'appelait, ou j'appelais la campagne », précise-t-elle.

Il y a deux ans, le bilan de santé du bâtiment érigé en 1903 a été réalisé, une évaluation pour laquelle la Gare de Matapédia a reçu un solide appui financier.

« On l'a entièrement mené avec un beau soutien de 40 000 à 50 000\$ venant de Desjardins, de Patrimoine Canada et son programme Espaces culturels et du ministère de la Culture, via la MRC », signale Caroline Andrieux.

L'avenir

Le montant nécessaire pour la réfection du bâtiment a été évalué à 1,5 million de dollars (M\$).

« On peut parler de 2M\$ maintenant, puisqu'on nous dit d'ajouter 20% par année supplémentaire. Est-ce que j'ai espoir que ça se fasse ? Tout à fait ! Je suis déterminée. On travaille sur une entente pour signer un bail emphytéotique de 30 ans avec la Société du chemin de fer de la Gaspésie à partir de janvier 2027. J'ai contacté les principaux organismes, le ministère de la Culture, Patrimoine Canada



Caroline Andrieux, à gauche, est confiante d'en arriver à clore le montage financier qui garantirait à la Gare de Matapédia une cure de jouvence pouvant atteindre 2 millions de dollars.

Photo : Gilles Gagné

Contactez notre lutine publicitaire, Sophie I. Gagnon

AVANT LE 22 OCTOBRE !

418 392-1658 | publicite@graffici.ca

et Parcs Canada. Un, le projet est admissible et, deux, ils ont financé l'étude de faisabilité. Ils attendent un retour de notre part avec un projet de réfection. De plus, il y a un rattrapage à faire en ce qui concerne les lieux à mettre en valeur en région. Peu de lieux bénéficient de ce soutien-là. On est aussi dans une zone hyper dévitalisée qui a besoin d'un bâtiment rénové ayant tout ce potentiel. On mise également sur le retour du train entre Matapédia et Gaspé et sur le fait que ça, le projet, va encourager le monde à le prendre. On essaie aussi de se caler sur le Congrès acadien de 2029, qui aura lieu des deux côtés de la Baie-des-Chaleurs », explique-t-elle.

Depuis que le bâtiment est devenu un pôle artistique, l'achalandage à la gare a doublé. Le nombre de passagers demeure assez modeste, mais le simple fait que la population locale et des visiteurs de plus en plus nombreux d'ailleurs assistent aux présentations des artistes renforce le rôle premier de la gare.

L'entretien préventif constitue un autre avantage d'occuper le bâtiment sur une base permanente.

« Les fondations ont été négligées. On a vu que les gouttières du toit envoyaient l'eau vers et dans la fondation. On assure une vigilance aussi. On peut identifier des problèmes qui peuvent se réparer avant que ça dégénère », assure M^{me} Andrieux.

Une partie de l'éventuelle facture de réfection servira à se débarrasser de certains produits toxiques.

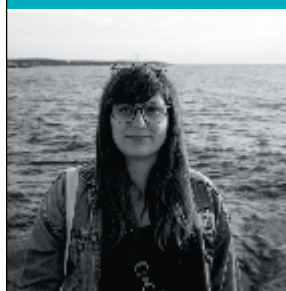
« Il y a de l'amiante dans les tuiles. Si tu les manipules, il y a de l'amiante qui s'en dégage. Il y a aussi de la peinture au plomb à l'intérieur. On rêve d'ouvrir l'espace et de faire un immense atelier, équipé, tout en protégeant la salle d'attente des passagers », rappelle Caroline Andrieux.

Naakita Feldman Kiss, de Montréal, a joint la vocation de la gare à sa création artistique en 2022 et 2023 en épluchant des milliers de télégrammes trouvés dans le grenier du bâtiment pour inspirer son exposition.

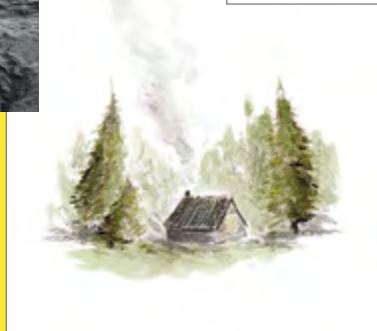
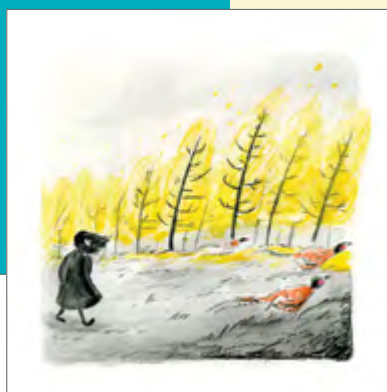


Photo: Gilles Gagné

PRIX RELÈVE ARTISTIQUE



© Gabrielle Dion-Fortin



Félicitations ALEXANDRA DION-FORTIN !

Lauréate de la 7^e édition

Culture Gaspésie a décerné le Prix Relève artistique à l'autrice et bédéciste Alexandra Dion-Fortin. D'une valeur de 4 000 \$, ce prix vise à souligner le travail d'un-e artiste émergent-e de la région.

Le jury a particulièrement été touché par la cohérence et la sensibilité de la démarche artistique d'Alexandra. Son désir de rendre l'art accessible, de créer des connexions humaines sensibles et d'ancrer sa pratique dans des enjeux sociaux et territoriaux se reflète avec justesse dans l'ensemble de son travail.

Portrait de Alexandra Dion-Fortin

Établie à Sainte-Anne-des-Monts, Alexandra développe une pratique en bande dessinée, en illustration et en écriture, nourrie par la recherche, la collaboration et l'ancrage territorial. Depuis la parution de son premier livre en 2021, elle multiplie les projets qui explorent des réalités sociales et humaines, notamment *Se battre contre les murs, un sociologue en Centre jeunesse* (2021) et *Chiller à Montréal, jeunes et espaces publics en quatre récits* (2024).

Elle collabore également à des projets de vulgarisation et de diffusion scientifique avec différents organismes et institutions, dont Espace pour la vie, ORES, l'Université Laval et la revue *Nouveau Projet*. Son parcours comprend aussi des résidences artistiques et des retraites d'écriture.

Sa démarche multidisciplinaire s'intéresse aux enjeux sociaux, environnementaux et féministes. En Gaspésie, les paysages maritimes, les longues marches et l'observation du quotidien nourrissent son processus créatif. À travers ses œuvres, elle cherche à favoriser le dialogue, la réflexion et les liens humains.

Découvrez son univers : alexandradionfortin.com

Bravo Alexandra, et tous nos vœux de succès pour la suite !

culture
GASPÉSIE



Culture
et Communications
Québec

L'éternelle recherche de fonds



GILLES GAGNÉ

JOURNALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

MATAPÉDIA | Caroline Andrieux et son complice de travail Luc Vallières, de Pointe-à-la-Croix, font des petits miracles avec un budget annuel de 135 000 \$, une somme que M^{me} Andrieux espère porter à 150 000 \$.

« Le Conseil des arts et des lettres du Québec nous verse habituellement 60 000 \$, mais c'est 85 000 \$ cette année, grâce au volet Québec-Acadie », aborde-t-elle.

« La MRC d'Avignon nous donne 25 000 \$ cette année, et la Municipalité de Matapédia, 6500 \$. On reçoit 30 000 \$ de nos partenariats de Montréal. On a demandé une subvention au Conseil des arts du Canada. On attend une réponse. On a de modestes revenus autonomes. On a un statut d'organisme de bienfaisance, donc, les dons sont déductibles d'impôt. On fait une campagne de financement, qui est très fructueuse, je dois dire. La Ruche nous verse 10 000 \$, incluant la contri-

bution du Secrétariat à la jeunesse. C'est pour une fois. On a reçu un beau don, de 10 000 \$, de la Fondation Apricus, un montant répété pendant trois ans », énumère-t-elle.

« Nous recevons aussi plein de plus petits montants, comme Desjardins, qui verse 3000 \$ des 6000 \$ des partenariats internationaux. Il y a des écoles, qui donnent une autre tranche de 3000 \$. Il y a des contributions volontaires. C'est quand même la campagne de financement qui nous sort de l'eau. Notre objectif est de 7500 \$. C'est beaucoup de travail, et ce n'est pas évident, mais ça va nous permettre de remettre à jour notre site Web et nos logos », explique M^{me} Andrieux.

« Il faut plein de petits dons, et des gros aussi, mais tous les sous comptent! C'est important d'avoir plusieurs sources de financement. S'il y en a une qui lâche, les autres demeurent », insiste-t-elle.

L'ancrage dans la communauté augmente à chaque événement, à chaque présentation d'artiste.

« Il y a des gens locaux qui nous appuient très fort, en nombre croissant, et des gens d'ailleurs qui apprennent à découvrir l'art avec nous. On voit des gens de Rimouski à Bonaventure, de Kedgwick à Caraquet, au Nouveau-

Brunswick. Les expositions sont très peu fréquentées, mais on fait des "expos" assez longues pour activer le lieu, et on voit de plus de plus de gens lors de la présentation de leur travail », note la cheffe de projet.

Cet ancrage dans la communauté mène le petit comité de programmation, issu des membres du conseil d'administration et comprenant trois artistes professionnels, à garder un équilibre entre des artistes régionaux d'une part, et des artistes d'ailleurs d'autre part.

« On tient quatre réunions du comité de programmation par an. On vise donc aussi des artistes gaspésiens. Il y aura Elise Dubé et Christopher Varady-Szabo, de Gaspé, en 2027. Il y a actuellement Patricia Gallant, dont le travail est jeune, et c'est notre rôle de voir à la relève. Nous aurons un artiste du Luxembourg en octobre. Nous avons aussi eu des artistes autochtones, Duane Isaac, de Listuguj. Nous avons eu cet été une artiste taïwanaise, Len Chao Lin, établie à Montréal. Son exposition, des centaines de sous noirs écrasés par le train, est tenue jusqu'en décembre. Je cherche à tisser des liens avec la fonction de la gare, et avec le public », conclut Caroline Andrieux.

CAMPAGNE DE DONS 2026

Donnez de l'*Amour*
à votre journal communautaire

Pour faire un don : graffici.ca

Par chèque : 19 rue Adams, local 208 Gaspé, Qc, G4X 1E5

GRAFFICI

Carleton-sur-Mer

BILLETTS, INFOS ET FORFAITS → www.lavireetrad.com → 418 364-6822 P.1



présente

FESTIVAL LA VIRÉE TRAD

09-11 OCT

en collaboration avec



9 OCT.	17 h 30	Morgan Toney — <i>Heal the Divide</i>	Chapiteau scène MRC Avignon	Gratuit
	20 h	Michel Faubert — <i>30 ans de contes de traverse et récits fantastiques</i>	Studio du Quai des arts	30 \$
	21 h 30	La Bottine Souriante — <i>50 ans!</i>	Chapiteau scène MRC Avignon	35 \$
10 OCT.	10 – 17 h	Marché public	Chapiteau marché	8 \$ (accès au site)
	11 h	Atelier de violon avec Dâvi Simard	Salle de répétition	Gratuit
	11 h	Visite guidée du cimetière de Carleton	Cimetière de Carleton	Gratuit
	12 – 16 h	Animation enfant et ado — École de cirque Satourne	Site extérieur du Quai des arts	8 \$ (accès au site)
	12 – 17 h	Spectacles scène MRC Avignon	Chapiteau scène MRC Avignon	8 \$ (accès au site)
	13 et 15 h	Spectacles déambulatoires avec Les Foutoukours	Site extérieur du Quai des arts	8 \$ (accès au site)
	14 h	Danças Ocultas — <i>Inspirar</i>	Studio du Quai des arts	25 \$
	17 h 30	Ciné-conférence <i>Le quêteux Tremblay</i> avec André Gladu	Foyer du Quai des arts	Gratuit
	20 h	Les Mercenaires du terroir avec Hélène Gaulin au cåll Veillée de danse traditionnelle	Centre des congrès	10 \$ debout 15 \$ assis
	23 h	DJ DaOvee	Microbrasserie Le Naufrageur	15 \$
11 OCT.	10 – 17 h	Marché public	Chapiteau marché	8 \$ (accès au site)
	10 h 30	Initiation à la podorythmie avec Michel Bordeleau	Salle de répétition	Gratuit
	11 h	Atelier de gigue avec Yaëlle Azoulay du Club Gigus	Studio du Quai des arts	Gratuit
	12 – 17 h	Spectacles scène MRC Avignon	Chapiteau scène MRC Avignon	8 \$ (accès au site)
	12 – 16 h	Animation enfant et ado — École de cirque Satourne	Site extérieur du Quai des arts	8 \$ (accès au site)
	13 h	Rencontre folklorique avec Michel Faubert et Yaëlle Azoulay	Studio du Quai des arts	10 \$
	14 h 30	Spectacle déambulatoire avec Les Foutoukours	Site extérieur du Quai des arts	8 \$ (accès au site)
	17 h	Ciné-conférence <i>Faut pas l'dire</i> avec André Gladu	Foyer du Quai des arts	Gratuit
	19 h	Les Charbonniers de l'enfer — F-i fi, n-i ni!	Studio du Quai des arts	45 \$
	20 h 45	La Veillée de La Virée Trad avec les artistes de cette 25 ^e édition. Session de jam. Bienvenue à tous les musiciens trad.	Foyer du Quai des arts	Gratuit



Résonance, pour stimuler l'enseignement de la musique dans la Baie-des-Chaleurs



GILLES GAGNÉ

JOURNALISTE

redaction@GRAFFICI.ca

CARLETON-SUR-MER | Résonance, un projet d'enseignement de la musique dans les MRC d'Avignon et de Bonaventure, prend doucement forme depuis quelques mois, le résultat d'une discussion préalable et jusqu'à juin informelle entre trois musiciens.

Éric Proulx, chargé de projet de Résonance, et le bassiste Jean-Guy Leblanc, possèdent d'une part le Studio Tracadièche à Carleton-sur-Mer. D'autre part, Éric Proulx, vidéaste et aussi musicien, joue dans un orchestre avec Claire Bourbeau, pianiste et enseignante reconnue tant en Gaspésie qu'au Bas-Saint-Laurent.

« La première chose, c'est que je suis musicien depuis 33 ans, et que j'ai joué de la musique, avant la vidéo. Je voulais revenir à la musique. Jean-Guy Leblanc a démarré le studio il y a 15 ans, avec des conseils venant d'un acousticien, pour donner à des artistes la chance d'enregistrer un son professionnel. Mais nous avons tous les deux d'autres emplois. Il y a un an, on s'est dit qu'il faudrait repartir le studio, s'en servir davantage », raconte Éric Proulx pour établir le contexte.

Le dialogue s'est étendu à Claire Bourbeau à peu près en même temps, en raison des contacts réguliers inhérents aux activités musicales de ces trois personnes, qui forment le comité fondateur de Résonance.

« De plus, je constate qu'il n'y a pas de musique enseignée

à l'école primaire de mes enfants. C'est la même chose au secondaire. Mes enfants n'ont donc pas vu une partition, et ils n'ont pas eu l'occasion de jouer au xylophone, rien du tout, à l'école », ajoute-t-il.

L'enseignement de la musique à l'école est à toute fin pratique disparu il y a 25 ans dans la Baie-des-Chaleurs, sauf lors de rares exceptions. Certains professeurs la font vivre en marge de l'École en chanson de Petite-Vallée. Quelques professeurs privés évoluent dans les MRC d'Avignon et de Bonaventure.

Le message subséquent apparaissait assez évident. « Remettons la musique au programme. C'était assez clair pour tout le monde que c'était un vide dans le milieu scolaire », résume Éric Proulx.

« À Maria, tout est mis dans l'activité physique. C'est bien, l'activité physique, mais quand les arts ne sont pas mis de l'avant, ceux qui n'ont pas de talent pour le sport sont laissés de côté; ils se font même intimider. Il faut offrir quelque chose à ces jeunes avec un talent pour les arts. On est mûrs pour ça », souligne-t-il.

Le projet avance

Le trio s'est mis en marche. « On a approché les deux MRC. L'appui est venu rapidement. Claire a démarré l'école de musique de Rivière-du-Loup. Ça donne de la légitimité à notre démarche. On a tenu une première journée de consultation à Carleton, le 11 juin. On a sondé un peu le terrain. Avec l'embauche d'Annie Chénier [experte-conseil gaspésienne en arts], on est sortis avec un bon plan de travail », ajoute-t-il.

Résonance donnera sous peu des cours d'éveil à la musique, afin de ratisser le plus large possible dans la jeune clientèle potentielle.

« Les parents sont un peu débordés, avec des horaires de président. Est-ce que les cours d'éveil seront placés avant l'école, après l'école? Ça reste à déterminer. On n'arrivera pas à l'an 1 avec un programme complet. Ce sera graduel. Le territoire est très large, des Plateaux à Shigawake. Pour avoir parlé avec les gens du Kamouraska, quand le territoire est immense, c'est un enjeu. On va commencer avec le studio de Carleton avant de s'étendre », explique Éric Proulx.

Le petit groupe a une idée de ce à quoi ressemblera l'amorce de l'éveil projeté.

« Tu viens apprendre, tu viens échanger, écouter des vinyles dans le noir. On veut ramener la musique dans le concept éducatif. La MRC de Bonaventure participe aussi. On s'étendra vers là rapidement. On veut partir à la base. Olivier Pilote donne des formations dans le coin de Nouvelle qui ressemblent à ce qu'on veut offrir. Les enfants, avant de leur placer un instrument dans les mains, doivent participer à un éveil musical. Ce n'est pas l'idéal de mettre ton enfant dans un cours de violon alors que ça ne l'intéresse pas du tout. On a des petits trucs pour partir la roue », précise-t-il.

Depuis la consultation de juin, des gens nouvellement arrivés dans la Baie-des-Chaleurs et voulant devenir des professeurs de musique pour Résonance, une étudiante de maîtrise et des comédiens, qui peuvent animer des ateliers d'éveil, ont contacté Éric Proulx, Claire Bourbeau ou Jean-Guy Leblanc pour exprimer leur intérêt à l'endroit de leur projet.

Des appuis de taille

Résonance trouve assez aisément des appuis dans la région, et ailleurs, insiste Éric Proulx.

« Viviane Audet jouera un rôle d'ambassadrice. Elle a fait son cheminement d'éveil musical ici, et elle est une représentante nationale pour la région, même si elle habite à l'extérieur », rappelle-t-il.

Pour développer les phases à venir, il fallait trouver des fonds, une étape qui est déjà amorcée.

« L'argent est l'enjeu, afin d'avoir une ressource pour l'an 1 et 2. Le Pôle d'économie sociale nous fournit une aide au prédémarrage de 7500\$. Desjardins fournit 750\$. Je vais rédiger le plan d'action pour arriver à la constitution de l'organisme, en janvier 2027 idéalement, ce qui va mener au dépôt du plan d'action, afin de trouver du financement pour l'an 1 et 2. Le Pôle d'économie sociale est soutenu par Culture Gaspésie, en tant qu'endosseur du projet, puisque nous ne sommes pas encore constitués légalement », précise M. Proulx.

Cet appui financier suit huit mois de bénévolat de sa part pour essayer de déterminer comment Résonance décollera, et sur quoi mettre l'accent pour que ça fonctionne.

« On veut commencer tout petit et implanter les cours selon les besoins et les professeurs qu'on pourra recruter. Ce qui est *l'fun*, c'est que plein de gens l'ont fait avant nous ailleurs et il y aura déjà des cours avant même la constitution de l'organisme. D'après ce qu'on peut voir, Richard Dunn, un musicien connu ici, qui a participé à plusieurs enregistrements en Gaspésie, donnerait des cours de base, de piano et de guitare, cet automne. Ce serait comme une étude de marché. On l'a prévenu : "Prépare-toi à avoir de la demande!" On pourra l'utiliser dans un plan d'affaires. Cette phase est endossée par le Studio Tracadièche », explique le chargé de projet.

Résonance sera constitué en organisme sans but lucratif, évoluant en économie sociale.

« Il y aura des membres, des professeurs et il reste des détails à définir. Une autre activité sera menée au cours de l'automne, une série de 10 baladodiffusions qui commencera pour les Journées de la culture. Ça s'appellera *Creuser le sillon*, produite à la Semelle verte, mon entreprise. Ça inclut une entrevue, on écoute la chanson. Le public sera invité à participer en session secrète, sans connaître le nom de l'artiste invité. On fait un "pilote" [essai] le 25 septembre, le vendredi des Journées de la culture », souligne Éric Proulx, confiant, et demandant de la discrétion au sujet des noms de quelques solides pointures musicales à venir.

Parmi les devoirs à réaliser au cours de l'automne, « il nous reste à aller chercher les minorités. J'ai établi un contact avec CASA [Comité d'action sociale anglophone] et nous voulons inclure les Autochtones. Je vais aller les rencontrer bientôt », dit-il.

Le montant des frais d'inscription n'est pas encore déterminé. « C'est pour ça que je vais aller rencontrer des écoles de musique, jusqu'à Montréal. Il y a un moratoire actuellement à propos des subventions aux écoles de musique. Ces subventions n'étaient déjà pas fortes », conclut M. Proulx.

La réalisation de ce texte a été appuyée financièrement par le Pôle d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Le Pôle a laissé à GRAFFICI toute la latitude en matière de contenu, sans intervenir.

Éric Proulx précise que des activités pilotes de Résonance seront tenues dès cet automne, avant même la constitution officielle de l'organisme.



CENTRE
DE CRÉATION
DIFFUSION
DE GASPÉ

PRO GRAM MATION

AUTOMNE
2026

SEPTEMBRE

D	L	M	M	J	V	S
		01	02	03	04	05
06	07	08	09	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

OCTOBRE

D	L	M	M	J	V	S
				01	02	03
04	05	06	07	08	09	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

NOVEMBRE

D	L	M	M	J	V	S
01	02	03	04	05	06	07
08	09	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

DÉCEMBRE

D	L	M	M	J	V	S
		01	02	03	04	05
06	07	08	09	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Théâtre 2026.09.21 **Flambant nue** • Les Éternels Pigistes
2026.10.22 **Neige sur Abidjan** • Compagnie Orange Noyée
2026.11.17 **Dimanche à Sodome** • Les Écornifleuses

Humour 2026.09.24 **En rodage** • P.A. Méthot
2026.10.29 **Pour l'instant** • Simon Gouache

2026.12.19 **Surprise... C'est ma fête!** • Jean-Michel Anctil

Chanson 2026.09.22 **Un CHAMP de FLEURS qui POUSSE**
sur L'EFFONDREMENT du MONDE • Les Flambettes

2026.10.03 **Par'celles** • Mlou 2026.09.26

ULTRAVIOLET • Damien Robitaille 2026.12.10

Noël dans nos vieilles maisons • Annie Blanchard et Maxime Landry

2026.12.11 **Le cœur est un rêveur** • Marie-Annick Lépine

Musique 2026.10.09 **INSPIRAR** • Danças Ocultas
2026.10.24 **Du classique au rock 2** • Wooden Shapes

2026.11.30 **Fantaisies d'alto : Schumann, Waxman, Franck** •

Jeunesses Musicales Canada **Danse** 2026.11.20 **bang bang** •

Manuel Roque / DLD **Jeune public** 2026.09.11 au 2026.09.17

Tendresse Sauvage • Les chemins errants 2026.10.06 **ON/OFF** •

Grand poney 2026.11.03 **Gloucester : Délire**

shakespearien • Conservatoire de Montréal

2026.11.27 **Alice de l'autre côté** • Théâtre Tout à Trac

2027.01.29 **Le Bibliothécaire** • Le Gros Orteil

2027.03.18 **Quelqu'un t'aime Monsieur Hatch** •

Axis Théâtre

Porté par un courant d'art

Billets en vente au centredecreationdiffusiondegaspe.com

Partenaire de saison



Patrimoine
canadien



Desjardins